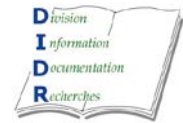


CAMEROUN



20 septembre 2018



La crise anglophone

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. La mosaïque camerounaise	4
1.1. Genèse de la formation du pays depuis la colonisation	4
1.2. De la division postcoloniale à l'unification à marche forcée	4
2. L'anglophonie camerounaise.....	6
2.1. Le leurre du fédéralisme	6
2.2. Les principaux acteurs des mouvements anglophones	6
2.2.1. Les précurseurs	6
2.2.2. Les piliers.....	8
2.2.3. Les mouvements armés	10
2.3. La crise aiguë depuis 2016.....	10
3. Environnement politique et sécuritaire	11
3.1. Le discours officiel	12
3.2. Chronologie des principaux évènements depuis 2016.....	13
2016	13
2017	15
2018	19
Bibliographie	25

Résumé :

La crise anglophone au Cameroun connaît un regain de vitalité depuis 2016 à la suite des revendications sectorielles des enseignants et avocats anglophones. La frustration de la population s'est rapidement muée en dénonciation de la marginalisation de cette minorité essentiellement dans les régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest. Le 1^{er} octobre 2017, les séparatistes ont symboliquement déclaré l'indépendance de la République d'Ambazonie et face à la brutalité de la répression des autorités centrales camerounaises, les positions se sont radicalisées : de nombreux anglophones traditionnellement enclins au fédéralisme se sont ralliés aux mouvements sécessionnistes. Cette crise a provoqué le déplacement de plus de 160 000 personnes, dont au moins 34 000 vers le Nigeria voisin et fait plus d'une centaine de morts. Les attaques des groupes armés se multiplient contre les forces de sécurité et de défense et les symboles de l'Etat camerounais. Le boycott des écoles et les journées villes mortes initiées par les militants anglophones plongent les régions dans un marasme économique qui rend la population d'autant plus réceptive aux mots d'ordre communautaires. Dans un contexte d'insécurité aux frontières (Boko Haram au Nord et un afflux de combattants et réfugiés centrafricains à l'Est), la prochaine élection présidentielle (7 octobre 2018), où le président Biya brigue un 7^{ème} mandat, s'annonce des plus tendue.

Abstract:

The Anglophone crisis in Cameroon is experiencing a new revival since 2016 following the professional claims of Anglophone teachers and lawyers. The frustration of this minority quickly turned into a denunciation of its marginalization mainly in the North West and South West regions. On October 1st 2017, the separatists declared the independence of the Republic of Ambazonia and faced with the brutality of the repression by the Cameroonian central authorities. From there, many Anglophones who supported federalism joined the secessionist movements. This crisis led to more than 160,000 displaced people, including at least 34,000 to neighboring Nigeria and more than 100 deaths. Attacks of armed groups against the security and defense forces and the symbols of the Cameroonian state are increasing. Boycott of schools and "ghost cities" operations worsens the economic slump that makes the population all the more responsive to community slogans. In a context of insecurity at the borders (Boko Haram in the North and an influx of Central African fighters and refugees in the East), the next presidential election (October 7, 2018) - President Biya is running for a 7th term - looks particularly tense.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

1. La mosaïque camerounaise

Le Cameroun est une véritable mosaïque de peuples et de reliefs géographiques décrite comme une Afrique en miniature.¹

L'histoire coloniale et les circonstances de l'indépendance du pays ont marqué durablement sa vie politique.²

1.1. Genèse de la formation du pays depuis la colonisation

Avant son indépendance, le *Kamerun* a été une colonie allemande entre 1901 et 1918. Dès cette époque certaines régions comme la zone de Buea se sont distinguées par une plus grande résistance à la pénétration coloniale. Entre 1919 et 1940, le pays a été placé par la SdN sous mandats britanniques (*Northern* et *Southern Cameroons*, soit 15% du territoire) et français (République du Cameroun, soit 85% du territoire). Après une période intérimaire sans statut juridique précis, de 1940 à 1960, une tutelle est établie par l'ONU sur ces deux parties de territoire.³

Dans la partie sous tutelle française, dans un contexte de guerre froide, la répression des autorités françaises contre l'Union du Peuple Camerounais (UPC) d'inspiration marxiste conduit à des émeutes violentes et à l'interdiction du mouvement en juillet 1955. Puis les opérations « de pacification » ont raison des derniers foyers insurrectionnels. Le dirigeant de l'UPC « Ruben Um Nyobè est éliminé le 13 septembre 1958 lors d'une expédition de soldats tchadiens et camerounais, encadrés par des militaires français ». Dès après la négociation de l'indépendance, Félix Moumié, autre figure de l'UPC, est empoisonné à Genève le 13 octobre 1960 « par un agent des services secrets français qui se fait passer pour un journaliste ».⁴

Les régions méridionale et septentrionale du pays, qui sont anglophones, sont longtemps demeurées sous tutelle britannique et sous l'influence nigériane. Mais, dans la partie méridionale du pays, la population marginalisée par la politique britannique d'intégration au Nigeria s'est laissé séduire par le discours de la partie francophone qui s'engageait à respecter sa particularité culturelle et linguistique.⁵

Dès 1940 à Lagos (Nigeria), la *Cameroons Youth League* devenu le *Kamerun National Congress* réclame l'autonomie du Cameroun. Le mouvement camerounais anglophone se divise alors entre ceux qui sont partisans de la création d'un Etat fédéré au sein du grand Nigeria et ceux qui souhaitent la réunification des deux Camerouns.⁶

1.2. De la division postcoloniale à l'unification à marche forcée

Le 1^{er} janvier 1960, la République du Cameroun devient indépendante de la tutelle française. La zone sous tutelle britannique, constituée du Cameroun méridional britannique (*Southern Cameroons*) et du Cameroun septentrional britannique (*Northern Cameroon*) ne l'est pas encore.⁷

¹ IMBERT Jean, « Le Cameroun », *PUF, Que Sais-je*, 3^{ème} édition, 1982. (127 p.) ; FODOUOP Kengne, « Le Cameroun. Autopsie d'une exception plurielle en Afrique », *L'Harmattan*, 2010. (378 p.)

² EBOUA Samuel, « D'Ahidjo à Biya. Le changement au Cameroun », *L'Harmattan*, 1996. (259 p.) ; ENGUELEGUELE Maurice, POURTIER Roland, FROELICH Jean-Claude, « Cameroun », *Encyclopædia Universalis*, sd.

³ IMBERT Jean, 1982, *op.cit.* (pp.3, 4, 31, 34, 40, 41). ; DELTOMBE Thomas, DOMERGUE Manuel, TATSITSA Jacob, « La guerre du Cameroun. L'invention de la Françafrique (1948-1971) », *La Découverte*, 2016.

⁴ DE CALAN Adrien, « C'était la guerre du Cameroun », *L'Afrique des idées*, 01.12.2016.

⁵ EBOUA Samuel, 1996 *op.cit.* (pp. 230, 231).

⁶ IMBERT Jean, 1982, *op.cit.* (pp. 46, 47).

⁷ International Crisis Group (ICG), « Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins », *Report n°250 / Africa*, 02.08.2017.

Dans la poursuite de la politique britannique, à l'issue du referendum organisé par l'ONU, le 11 février 1961, le *Northern Cameroons* est rattaché au Nigeria, tandis que le *Southern Cameroons* se joint au « Cameroun Oriental » – francophone –, dans un cadre fédéral. Le *Southern Cameroons* devient donc indépendant le 1^{er} octobre 1961 au sein de la « République fédérale du Cameroun ».⁸

Du 17 au 21 juillet 1961, se tient la conférence de Foumban, réunissant les représentants du *Southern Cameroons* et le président Amadou Ahidjo, « pour négocier les termes de la réunification ». Aucun accord écrit n'en ressort et les anglophones n'obtiennent aucune concession au projet centraliste et assimilationniste. La Constitution qui leur est imposée ne garantit pas un fédéralisme égalitaire, mais plutôt un pouvoir très fort accordé « à l'exécutif de l'Etat fédéral au détriment des deux Etats fédérés (le Cameroun occidental et le Cameroun oriental). Les anglophones, en position de faiblesse, finissent par accepter le texte d'Ahidjo, n'obtenant qu'une concession sur la minorité de faveur⁹ ». La Constitution a été promulguée le 1^{er} septembre 1961, avant même l'indépendance effective du *Southern Cameroons*, qui se sent trahi à la fois par les Britanniques et les Français.¹⁰

En 1962, le président Ahidjo « fait passer une ordonnance, appelée loi antisubversive, qui étouffe le débat politique et inhibe toute velléité de contestation du pouvoir politique à l'intérieur du territoire national ». Puis en septembre 1966, il interdit le multipartisme et rassemble tous les mouvements politiques sous la bannière du parti unique (Union nationale camerounaise). Tous les autres partis sont dissous. Le legs pluraliste de l'époque britannique est annihilé.¹¹

Les états fédérés dépendent financièrement de l'Etat fédéral. Les élites anglophones se lancent alors dans une concurrence interne pour s'assurer la meilleure position localement. Cela a contribué à la désorganisation du mouvement anglophone, qui sera instrumentalisée par les pouvoirs centraux pour ancrer la désunion. Les rivalités linguistiques et les clivages ethniques et culturels ont depuis été exacerbés, même au sein de la communauté anglophone, « entre Grassfields au Nord, qui ont des liens culturels et linguistiques avec les Bamilékés de la région de l'Ouest francophone, et les Sawa au Sud, qui ont des liens culturels et linguistiques avec la côte francophone ».¹²

En mai 1972, le pays est unifié à la suite d'un référendum contesté : la fédération disparaît au profit de la « République Unie du Cameroun ». Les anglophones ont alors perdu leur autonomie, leur spécificité administrative, judiciaire et culturelle. Depuis lors, ils se sentent marginalisés et les relations entre francophones et anglophones sont chaque jour plus tendues.¹³

« La révision constitutionnelle du 2 juin 1972 divise la partie anglophone en deux provinces, sur la base des lignes de démarcation ethnoculturelles qui distinguent des anglophones Grassfield (province du Nord-ouest) des anglophones Sawa (province du Sud-ouest). Les frustrations jadis intérieurement vécues par les anglophones commencent à s'exprimer ouvertement par le canal des discours publics, des sorties

⁸ IMBERT Jean, 1982, *op.cit.* (pp. 46, 47) ; EBOUA Samuel, 1996 *op.cit.* (pp. 230, 231) ; LARCHER Laurent, « Au Cameroun, la colère des anglophones », *La Croix*, 24.11.2016.

⁹ La minorité de faveur signifie qu'aucune loi affectant la vie des deux fédérations ne peut être adoptée par l'assemblée fédérale si elle n'est pas votée par la majorité des députés des deux états fédérés. Article 47 de la Constitution du 1^{er} septembre 1961. (ICG, 02.08.2017)

¹⁰ ICG, 02.08.2017, *op.cit.* ; Carlson Anyangwe, "Betrayal of Too Trusting a People. The UN, the UK and the Trust Territory of the Southern Cameroons", *Oxford: African Books Collective*, 01.08.2009. (260 pages).

¹¹ NGOULA Joseph Léa, « Le Kamerun à l'épreuve du séparatisme anglophone », *Observatoire Pharos*, 10.10.2017 ; KONINGS PJJ., « Le "problème anglophone" au Cameroun dans les années 1990 », *Politique Africaine n°62*, 1996, (pp.25-35).

¹² ICG, 02.08.2017, *op.cit.*

¹³ *Ibid.* ; LARCHER Laurent, 24.11.2016, art.cit. ; ICG, 02.08.2017, *op.cit.*

médiatiques et des correspondances privées, qui pointent du doigt la marginalisation des anglophones. C'est le début de la formation d'un mouvement anglophone dont les figures de proue sont : Ibert Mukong, Bernard Fonlon, Gorji Dinka, Ngom Jua et l'un des artisans de la réunification, John Ngu Foncha. »¹⁴

Depuis lors, l'anglais et le français sont les deux langues officielles du Cameroun. Tous les documents officiels sont systématiquement rédigés dans les deux langues, mais cela demeure une façade.¹⁵ Environ 20% de la population est anglophone. Sur les dix régions que compte le pays, deux sont anglophones : le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, qui sont frontalières avec le Nigeria. Mais le bilinguisme est fortement répandu et permet au pays d'appartenir culturellement autant à l'espace francophone qu'à l'espace anglophone, renforçant ainsi son rayonnement international.¹⁶

2. L'anglophonie camerounaise

2.1. Le leurre du fédéralisme

Le fédéralisme postindépendance n'a finalement été qu'une étape vers la constitution d'un État central unifié.¹⁷ Face à cette force centralisatrice francophone, le mouvement anglophone a tenté de résister dans ses bastions régionaux. Il a oscillé selon les périodes entre séparatisme et fédéralisme avec certains organes opérant au sein des instances étatiques ou partisans.¹⁸ L'euphorie des indépendances n'a pas réussi à étouffer complètement les velléités autonomistes des anglophones dont l'ONU a refusé la demande d'indépendance.¹⁹

Face à l'intransigeance du pouvoir central de la République du Cameroun, depuis la présidence d'Ahidjo (1960-1982) et jusqu'à aujourd'hui, les mouvements anglophones se sont radicalisés. L'historien camerounais, Jean Koufan Menkéné, souligne que le Cameroun est le seul pays d'Afrique où le mouvement nationaliste, qui a obtenu l'indépendance par la lutte armée, a toujours été tenu à l'écart du pouvoir.²⁰

Depuis 1975, le drapeau camerounais n'a plus deux étoiles, mais une seule en son centre. La partie anglophone a ainsi disparu, même au plan symbolique.²¹

2.2. Les principaux acteurs des mouvements anglophones

2.2.1. Les précurseurs

Dès 1985, Maître Fon Gorji Dinka a appelé à la sécession du *Southern Cameroon* pour fonder la république d'Ambazonie (Ambazonia) d'après « le nom de la baie d'Ambas, la région de l'embouchure du fleuve Wouri ». Plusieurs élites anglophones sont démisées de leurs postes de responsabilité.²² Mais le président Biya suit le discours de la Baule et

¹⁴ NGOULA Joseph Léa, 10.10.2017, *op.cit.*

¹⁵ BENSIMON Cyril, « Au Cameroun, la déchirure anglophone », *Le Monde*, 19.06.2017.

¹⁶ IMBERT Jean, 1982, *op.cit.* ; FODOUOP Kengne, 2010, *op.cit.*

¹⁷ ENGUELEGUELE Maurice, POURTIER Roland, FROELICH Jean-Claude, art.cit.

¹⁸ RICHARD Florence, « Cameroun anglophone : aux origines de la crise », *France 24*, 04.10.2017.

¹⁹ NGOULA Joseph Léa, 10.10.2017, *op.cit.*

²⁰ MENKENE Jean Koufan, « Le seul pays africain où le parti nationaliste indépendantiste a été, jusqu'ici, exclu de l'exercice du pouvoir politique », in *Le Cameroun : autopsie d'une exception plurielle en Afrique*, (FODOUOP Kengne, dir.) pp.299-331.

²¹ ADICHIE Chimamanda Ngozi (romancière nigériane), "The Carnage of the Cameroons", *New York Times*, 15.09.2018.

²² KONINGS JPP., 1996, art.cit.

ouvre le pays au multipartisme en 1990, permettant ainsi aux anglophones de trouver des voies d'expression de leurs revendications politiques.²³

En 1990, le premier parti d'opposition **Front social démocratique** (*Social Democratic Front, SDF*²⁴, en anglais) est fondé à Bamenda par un libraire, John Fru Ndi. Le 26 mai 1990, le rassemblement inaugural du parti, alors interdit par le gouvernement, s'est soldé par la mort de 6 militants abattus par l'armée.²⁵ Dès 1991, le parti organise des opérations « villes mortes » et étend son influence aux deux provinces anglophones.²⁶ Progressivement, il gagne aussi Douala (capitale économique).²⁷ Cependant, il est toujours resté dans l'arène politique de l'Etat central, tentant de réactiver les dynamiques fédéralistes et brandissant la carte du bilinguisme comme un « atout majeur ».²⁸

Néanmoins, la défaite électorale contestée du SDF à l'élection présidentielle d'octobre 1992²⁹, fait prendre conscience aux anglophones qu'ils ne parviendront jamais à accéder à la magistrature suprême. Le mouvement anglophone s'est alors structuré autour du *Cameroon Anglophon Movement* (CAM). Une crise politique majeure s'ouvre à l'occasion du projet de révision constitutionnelle : des groupes de pression anglophones plaident pour un retour au fédéralisme, lors de l'AAC de 1993. Les « deux architectes anglophones de la réunification, John Ngu Foncha (premier Vice-Président de la Fédération de 1961 à 70) et Solomon Tandeng Muna (qui prit le relais de 1970 à 1972) » participent activement aux travaux du Comité consultatif constitutionnel jusqu'à leur démission en 1994, après l'échec de l'option fédérale.³⁰

Une deuxième *All Anglophone Conference* (AAC2) se tient à Bamenda en 1994 et « une partie des participants réclament un fédéralisme à deux états ou la sécession ».³¹

Conformément à la déclaration de Bamenda, la CAA a été rebaptisée Conférence populaire du sud du Cameroun (SCPC) et, plus tard, Organisation du Sud du Cameroun (SCAPO), dont l'organe exécutif est le Conseil national du Cameroun méridional (SCNC).³²

Le Conseil consultatif anglophone, composé d'anciens hommes d'Etat, de membres du clergé, de religieux, de chefs traditionnels et de cadres de partis politiques du Cameroun méridional non élus, est devenu le Conseil consultatif du Cameroun méridional (SCAC). Cet organe joue un rôle consultatif pour le SCNC.³³

La défiance à l'égard de l'Etat central est justifiée : en 1996, malgré tous les plaidoyers anglophones, la nouvelle Constitution prévoit un régime de décentralisation, mais aucune autonomie pour les anglophones.³⁴

²³ NGOULA Joseph Léa, 10.10.2017, *op.cit.*

²⁴ De centre gauche, le SDF est membre de l'Internationale socialiste.

²⁵ KAME Pierre Bouopda., « La crise anglophone au Cameroun », *L'Harmattan, Etudes africaines*, 2018. (p. 88).

²⁶ KONINGS JPP., 1996, *art.cit.*

²⁷ ELA Pierre, « Dossiers noirs sur le Cameroun », *Pyramide Papyrus Presse*, 2002, (p.16).

²⁸ *Jeune Afrique*, « Cameroun : qui est Joshua Osih, le candidat du SDF pour la présidentielle », 27.02.2018 ; RFI, « Le congrès du SDF, favorable au fédéralisme, plombé par la crise anglophone », 25.02.2018.

²⁹ En 1992, le RDPC a obtenu 39 pour cent, le SDF 37 pour cent, l'Union nationale pour la démocratie et le progrès (UNDP) 19 pour cent et l'Union démocratique du Cameroun (UDC) 3,6 pour cent. Le SDF estime que sa victoire lui a été volée, et selon de nombreux observateurs, les résultats du RDPC et du SDF ont été intervertis. (ICG, 02.08.2017, *op.cit.*)

³⁰ NGOULA Joseph Léa, 10.10.2017, *op.cit.*

³¹ ICG, 02.08.2017, *op.cit.*

³² Dr Nkongho Felix Agbor Balla (Fondateur et président du *Centre for Human Rights and Democracy in Africa - CHRDA*), « The Cameroon Anglophone Crisis: Examining Escalation and Seeking Solutions », *Africa Programme, Chatham House*, 02.11.2017.

³³ IRB – Immigration and Refugee Board of Canada, « The Southern Cameroon National Council (SCNC), including its youth wing, structure and leadership; whether membership cards are issued; the treatment of its members by government authorities (1990-2000) », *Ecoi.net*, 02.10.2000.

³⁴ NGOULA Joseph Léa, 10.10.2017, *op.cit.*

C'est dans ces années 1990 que sont nés les mouvements traditionnels de l'anglophonie camerounaise, notamment des associations et des syndicats qui tentent de résister à la politique assimilationniste.³⁵ Malgré quelques victoires symboliques des pro-fédéralistes, comme la création en 1994 d'un conseil national du *General Certificate of Education*, cet « examen typiquement britannique », après des années de grèves et de boycott, ou la commémoration du 20 mai comme un jour de deuil alors qu'il est célébré comme la fête de l'unification, la cause anglophone demeure peu entendue par le pouvoir central de Yaoundé.³⁶

Le SDF fait des propositions jugées ambiguës et trop conciliantes par l'aide radicale du mouvement anglophone. Dès 1995, d'autres mouvements émergent pour réclamer un fédéralisme à deux états ou la sécession : les groupes majoritaires du **Cameroon Anglophon Movement** (CAM) et de l'**All Anglophone Congress** (AAC), prônent un retour à un Etat fédéral. Les autres prônent la sécession : le **Free West Cameroon Movement** (FWCM ou FWM selon les sources), l'**Ambazonia Movement** (de Fon Gorji Dinka), le **Southern Cameroons Restoration Movement** (SCRM ou SCARM selon les sources), et l'**Ambazonia Movement**.³⁷

2.2.2. Les piliers

Depuis 1993, il existe une branche plus radicale du mouvement anglophone camerounais : le **SCNC** qui prône un séparatisme pur et simple par la sécession des provinces anglophones du nord-ouest et du sud-ouest du pays.³⁸ Si le SCNC défend une ligne dure en matière politique, il revendique néanmoins une action non violente : son slogan est : « la force de l'argument et non l'argument de la force. »³⁹ Le mouvement a régulièrement tenté de faire entériner son indépendance devant les Nations Unies et participe activement à l'Organisation des Nations et des peuples non représentés (UNPO).⁴⁰

Selon l'anthropologue anglophone camerounais exilé en Belgique, Eric Elong Eboho, le gouvernement central a toujours cherché à approfondir les lignes de division des élites anglophones. Il a ainsi régulièrement coopté des membres actifs du SCNC, l'affaiblissant considérablement.⁴¹

Dans les années 1995 et 1996, plusieurs factions du SCNC ont été formées et notamment la Ligue de la jeunesse du Cameroun méridional (*Southern Cameroons Youth League*, SCYL), le 28 mai 1995 dirigée par Ebenezer Akwanga.⁴² Cette branche de jeunesse du SCNC a parfois recours à des actions localement violentes. En 1997, des membres de la SCYL ont ainsi été arrêtés car ils étaient soupçonnés de vouloir acquérir des explosifs.⁴³

³⁵ FOUTE Franck, « Crise anglophone : plusieurs factions sécessionnistes armées actives sur le terrain », *Journal du Cameroun*, 20.02.2018.

³⁶ KONINGS JPP., 1996, art.cit. ; ICG, 02.08.2017, *op.cit.*

³⁷ KONINGS JPP., 1996, art.cit. ; ELONG EBOHO Eric, "Sovereignty in the Making: The Case of Anglophone Cameroon", *Vrije Universiteit Brussel*, 12.2012.

³⁸ MBUNWE Chris, « Cameroon: SCNC Europe Holds Consultative Assembly », *The Post News Line*, 24.01.2008 ; IRB, "Cameroon: The Southern Cameroons National Council (SCNC) and the Southern Cameroons Youth League (SCYL); organizational structures; leaders; activities; membership cards; treatment of their members by government authorities", 02.04.2008.

³⁹ MANYONG Peterkins, "Troops Storm SCNC Conference, Arrest Nfor Nfor, 40 Others", *The Post News Line*, 22.01.2007 ; MBUNWE Chris, 24.01.2008, art.cit.

⁴⁰ L'UNPO est une « organisation non gouvernementale dont les membres sont des peuples autochtones, des minorités et des territoires non reconnus ou occupés, réunis pour protéger et promouvoir les droits humains et culturels, préserver leur environnement et trouver des solutions non violentes aux conflits qui les touchent ».

⁴¹ ELONG EBOHO Eric, 12.2012, *op.cit.*

⁴² Ligue de la jeunesse du Cameroun méridional (SCYL), « About us », sd.

⁴³ KONINGS JPP., 1996, art.cit. ; ICG, 02.08.2017, *op.cit.*

Les revendications anglophones ont généralement été exprimées de manière non violente, se résumant à des manifestations, des appels au boycott, la diffusion de tracts. A chaque fois, pourtant, la réponse des autorités centrales a été brutale. Certaines actions ont parfois donné lieu à des débordements localisés, comme par exemple le 1^{er} octobre 1999, lorsque des militants anglophones ont hissé le drapeau sud-camerounais dans l'une des bases militaires du quartier général régional du sud-ouest, à Buea. Ils se sont momentanément emparé de la station locale de la radio camerounaise (CRTV) à Buea, mais en ont été chassés par les forces de l'ordre avant de pouvoir prononcer leur déclaration d'indépendance.⁴⁴ Les militants sécessionnistes ont alors décidé de systématiquement bannir l'appellation *Southern Cameroons* et de la remplacer par *Ambazonia Republic*, issue du « nom donné par les Portugais à la côte de la région, Amba Bay, afin de supprimer toute référence au Cameroun ».⁴⁵

De nouveaux heurts ont eu lieu à Kambu en 2001, mais le mouvement a paru s'essouffler. Sur le terrain, la surveillance et la répression policière ont contraint un grand nombre de militants à l'exil.⁴⁶ Le mouvement s'est alors concentré sur des actions de plaidoyer, de sensibilisation à travers le système éducatif et dans la diaspora avant de s'exprimer principalement sur Internet.⁴⁷

Le drapeau de l'Ambazonie est celui brandi par les séparatistes : rayé bleu et blanc avec dans l'angle supérieur droit, une colombe blanche sur un fond bleu, tenant un rameau d'olivier. Les 13 étoiles qui l'entourent représentent les 13 régions ayant participé à l'assemblée constituante de 2000.⁴⁸

Des affrontements sporadiques ont également éclaté en 2011 et la répression gouvernementale a été violente.⁴⁹

Sur le terrain, un certain nombre d'organisations sont demeurées actives, souvent dans la clandestinité car le gouvernement interdit régulièrement leurs activités, notamment en 2008 et 2017.⁵⁰

Le 26 février 2017, les leaders des mouvements Anglophones (SCNC, SCAPO, *Republic of Ambazonia*, SCYL, *The Cameroon Anglophone Civil Society Consortium* – CACSC, MoRISC, *Southern Cameroons South Africa Forum*, *Southern Cameroonians in Nigeria* – SCINGA et *Ambazonia Governing Council*) se sont rassemblés pour mettre en place le **SCACUF** (*Southern Cameroons Ambazonia Consortium United Front*) pour unifier leurs revendications.⁵¹ Le SCACUF s'inscrirait dans un « programme sécessionniste modéré » et prônerait « le recours à la pression politique au travers de concessions progressives », affirmant que le dialogue est le meilleur remède à la violence.⁵²

⁴⁴ ELONG EBOLO Eric, 12.2012, *op.cit.*

⁴⁵ KONINGS JPP., 1996, art.cit.

⁴⁶ ELONG EBOLO Eric, 12.2012, *op.cit.*

⁴⁷ KONINGS JPP., 1996, art.cit. ; ICG, 02.08.2017, *op.cit.*

⁴⁸ AYIM Martin Ayong, "Former British Southern Cameroons Journey Towards Complete Decolonization, Independence, and Sovereignty.: A Comprehensive Compilation of Efforts", Vol 1, *Author House*, 2010 – (816 pages).

⁴⁹ BENSIMON Cyril, 19.06.2017, art.cit.

⁵⁰ IRB, 02.04.2008, *op.cit.* ; RFI, "Deux mouvements anglophones interdits au Cameroun", 17.01.2017 ; IVAHA Géraldine, « Crise Anglophone : le gouvernement interdit les activités du SCNC et du Consortium », *Cameroon Info*, 17.01.2017.

⁵¹ *Daily News*, "Southern Cameroons (Ambazonia) Groups Create United Front, Ban all CPDM Activities in the Territory", 15.03.2017.

⁵² KWACHOU Monique, "Southern Cameroons Ambazonia Consortium United Front", *This is Africa*, 10.10.2017.

2.2.3. Les mouvements armés

Les Forces de défense du Cameroun méridional (SOCADEF), créées en mars 1995, constituent l'aile militaire de la SCYL et fait office de pionnière. Lucas Ayaba Cho, qui est à la tête des forces de défense ambazoniennes, est un proche du fondateur de la SCYL.⁵³

Il existe également un groupe homonyme, *Southern Cameroons Defence Forces*, dont l'acronyme diffère : SCDF.⁵⁴

La crise de 2016 a redonné de la voix à ceux qui prône le recours à la violence armée comme moyen de défense contre les attaques des autorités centrales camerounaises dénoncées comme des persécutions.⁵⁵

Depuis 2016, les autorités camerounaises ont officiellement répertorié six groupes armés en activité dans les régions du Sud-ouest et du Nord-ouest dont ils considèrent les actions comme terroristes.⁵⁶

Selon International Crisis Group, les petits groupes armés (tels que les *Tigers of Ambazonia*, les *Vipers* et les *Ambaland Forces*) opèrent conjointement avec l'*Ambazonia Defense Forces* et le *Southern Cameroons Defence Forces*. Ce même rapport indique que quelques membres des forces de sécurité se sont joints à ces groupes armés.⁵⁷

Le groupe radical des *Vipers* (vipères) mène des actions villes mortes et incendie les bâtiments publics des régions anglophones pour paralyser l'activité. Plusieurs incendies leurs ont été attribués dont ceux « du *Sacred heart college* de Bamenda et du lycée bilingue de Kumbo, ainsi que ceux de nombreux marchés. »⁵⁸

A la faveur de cette dernière crise de 2016, de nouveaux groupes ont émergé, reconnaissables à leurs tracts signés et leurs messages sur les réseaux sociaux. Ils revêtent des uniformes distinctifs et s'attaquent systématiquement aux représentants des forces de l'ordre, dans les régions anglophones, ils auraient notamment assassiné plusieurs gendarmes. Il s'agit des :

- *Tigers of Ambazonia*,
- *Amba warriors*,
- *Amba Restoration Army*
- *Banso resistance army*.⁵⁹

Les effectifs cumulés de tous ces groupes constitueraient une force d'un peu plus de 300 hommes. Mais la frustration de la population est telle que ces miliciens jouissent d'un soutien important, notamment dans les camps de réfugiés, au Nigeria.⁶⁰

2.3. La crise aiguë depuis 2016

En 2016, des grèves ont été lancées par les avocats anglophones qui dénonçaient la dilution du système de la *Common Law* dans le système d'inspiration française (Code napoléonien).⁶¹ Le 21 novembre 2016, suite à la nomination d'enseignants francophones

⁵³ IRB, 02.04.2008, *op.cit.* ; AFP, « Au Cameroun anglophone, les séparatistes armés dans une logique de guérilla », *Jeune Afrique*, 17.02.2018.

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ IRB, 02.04.2008, *op.cit.* ; FOUTE Franck, 20.02.2018. *art.cit.*

⁵⁶ AMOUGOU Jean-René Meva'a, « Ces milices qui font face à l'armée », *Journal Intégration*, 05.03.2018.

⁵⁷ ICG, « Cameroon: Electoral Uncertainty amid Multiple Security Threats », 31.01.2018.

⁵⁸ FOUTE Franck, 20.02.2018. *art.cit.*

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ AFP, 17.02.2018, *art.cit.*

⁶¹ NDANGUE Josiane Rose, « Déclaration d'Alice Sadio, présidente nationale de l'Alliances des Forces progressistes (AFP) », *Cameroon-Info*, 23.11.2016.

dans des établissements anglophones, les enseignants⁶² et parents d'élèves ont rejoint le mouvement de grève pour réclamer une plus grande place pour leur spécificité culturelle et linguistique.⁶³ La population a rapidement rejoint le mouvement lors de manifestations qui ont aussitôt été réprimées. Cela a contribué à revitaliser les sécessionnistes et relancer la revendication fédéraliste.⁶⁴

En effet, au-delà des revendications corporatistes, la menace de la sécession brandie par le SCNC et le Consortium a conduit le gouvernement à fermer la porte des négociations et à opter pour la répression, avec l'arrestation de plusieurs leaders jusqu'à celle de Sisiku Ayuk Tabe au Nigeria le 5 janvier 2018.⁶⁵

La répression policière des différentes manifestations a été d'une extrême violence : la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples a dénoncé « l'utilisation disproportionnée et mortelle de la force et de la violence pour dissuader les avocats, les enseignants, les étudiants, les civils et les manifestants pacifiques et non armés à Bamenda, Buea et Kumba ». ⁶⁶

Les indépendantistes anglophones consolident leur emprise locale à travers les réseaux sociaux (Facebook, groupes Whatsapp et Télégramme) et dans les médias comme la télévision locale *Southern Cameroons Broadcasting Corporation* (SCBC) « très écoutée même dans les coins les plus reculés des régions du Nord-ouest et Sud-ouest ». ⁶⁷

La situation humanitaire dans les régions anglophones ne cesse de se dégrader depuis le déclenchement de la crise : les violences entre les guérillas sécessionnistes et les militaires ont poussé des milliers d'habitants à fuir ces régions vers l'Etat nigérian de Cross River, limitrophe avec les régions anglophones du Sud-Ouest et Nord-Ouest du Cameroun, et dans une moindre mesure, vers l'Etat nigérian limitrophe de Benue. ⁶⁸

3. Environnement politique et sécuritaire

Après 36 ans passés à la tête du Cameroun, Paul Biya, 85 ans, toujours président du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC) se représente pour un 7^{ème} mandat de 7 ans. Le scrutin présidentiel doit se tenir le 7 octobre 2018 dans un contexte de crise sécuritaire, notamment dans les provinces du nord où Boko Haram perpétue des attaques⁶⁹, dans l'est du pays où pèse la menace des rebelles centrafricains et dans les régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, où les soldats loyalistes affrontent quotidiennement des groupes séparatistes armés.⁷⁰

⁶² NDLR : Les syndicats d'enseignants qui ont lancé la grève étaient : le Cameroon Teachers Trade Union et la Teachers Association of Cameroon.

⁶³ LARCHER Laurent, 24.11.2016, art.cit.

⁶⁴ RFI, « Cameroun : les grèves et les négociations continuent en territoire anglophone », 26.11.2016 ; OLIVIER Mathieu, « Cameroun : à Bamenda, les anglophones se rebiffent », *Jeune Afrique*, 23.11.2016.

⁶⁵ NGOULA Joseph Léa, 10.10.2017, *op.cit.*

⁶⁶ Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (ACHPR), « Communiqué de presse sur la situation des droits de l'homme au Cameroun, suite aux mouvements de grève des avocats, des enseignants et de la société civile », 13.12.2016.

⁶⁷ NGOULA Joseph Léa, 10.10.2017, *op.cit.*

⁶⁸ Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), *Nigeria: Update on the Cameroon arrivals #8 (External)*, 02.03.2018 ; UNHCR, *Nigeria: Update on the Cameroon arrivals #6 (External)*, 06.02.2018 ; ONU Info, « Réfugiés camerounais au Nigéria : le HCR alerte sur la vulnérabilité des femmes et des enfants », 19.01.2018.

⁶⁹ *BBC Afrique*, « Cameroun : Un attentat déjoué à Mora », 04.04.2017.

⁷⁰ *La Tribune Afrique*, « Présidentielle au Cameroun : la liste des candidats raccourcie à neuf », 08.08.2018 ; *Le Monde*, « Présidentielle au Cameroun : neuf candidats dont l'éternel Paul Biya », 07.08.2018 ; ZENN Jacob, "Northern Cameroon Under Threat from Boko Haram and Séléka Militant", *Jamestown Foundation, Terrorism Monitor Vol.12/1*, 09.01.2014.

Depuis 2012, Boko Haram fait des incursions en territoire camerounais. En juillet 2014, la secte terroriste a notamment enlevé le sultan de Kolofata et des membres de sa famille ainsi que le maire de la ville avec sa famille, et l'épouse du vice-Premier ministre du Cameroun Amadou Ali. Il y a eu 16 morts. Les localités de Fotokol, Kolofata, Mayo Moskota Kangkaléri et Maroua, ont été particulièrement touchées par des attaques ou attentats-suicides. Depuis 2011, le groupe aurait recruté 3 500 à 4 000 Camerounais.⁷¹

3.1. Le discours officiel

Depuis de longues années, l'opposition camerounaise évolue au sein d'un appareil étatique très contrôlé où les libertés fondamentales sont régulièrement bafouées. Selon Amnesty International, la liberté d'expression est mise à mal, les arrestations de journalistes fréquentes et l'opposition politique, interdite de rassemblement ou de manifestation.⁷²

Les autorités camerounaises présentent les différentes factions sécessionnistes comme des « terroristes »⁷³, seuls responsables de la crise actuelle, affirmant qu'ils menacent l'approvisionnement de la ville de Douala et qu'ils visent « à transformer les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest en un vaste terrain d'affrontements » pour y « faire la loi » et qui « s'attaquent ouvertement aux Forces de Défense camerounaises ». Selon le gouvernement camerounais, les séparatistes s'adonnent notamment à « des enlèvements, séquestrations, pillages, attaques des brigades ».⁷⁴

En septembre 2017, le gouvernement camerounais a même fait le lien entre la crise anglophone et les attaques de Boko Haram en expliquant que la secte terroriste avait pour projet de s'emparer des territoires anglophones pour constituer son califat.⁷⁵

Ainsi, le Comité pour la protection des journalistes (CPJ) dont le siège se trouve à Bruxelles, a dénoncé les pressions subies par les journalistes camerounais qui couvrent les manifestations des régions anglophones : ils sont arrêtés et menacés sous couvert de la loi anti-terroriste adoptée en 2014 pour lutter contre Boko Haram.⁷⁶

« Il y a un climat de peur. Vous ne faites pas de reportages sur la question du fédéralisme [ni] sur toutes ces questions considérées comme défavorables au régime, même si elles sont vraies », affirme un des propriétaires de journaux, interrogé sous couvert d'anonymat.

Le 21 février dernier 2018, le gouvernement camerounais a décidé de la « création d'une cinquième région militaire basée à Bamenda (Nord-ouest) ». Il s'agit de contenir le plus efficacement possible les groupes considérés comme radicaux qui sont les plus actifs dans cette région en y redéployant une administration déconcentrée et des forces de maintien de l'ordre spécifique.⁷⁷

⁷¹ GUEYE Cheikh, « Boko Haram au Cameroun : plaidoyer pour une architecture de sécurité régionale », *L'Afrique des idées*, 29.01.2015.

⁷² Amnesty International, « Cameroun, Les forces de sécurité doivent respecter les droits humains dans le cadre des manifestations politiques », *Bulletin d'information n°176/01*, 04.10.2001.

⁷³ AMOUGOU Jean-René Meva'a, 05.03.2018, art.cit.

⁷⁴ ADJOUA Eric, « Cameroun-Crise anglophone : Les plans macabres des sécessionnistes », *237actu.com*, 06.07.2018.

⁷⁵ KOUAGHEU Josiane, « A Bamenda et à Buéa, les anglophones rêvent désormais de bâtir leur "Ouest-Cameroun" », *Le Monde*, 26.09.2017.

⁷⁶ *Ibid.* ; Committee to Protect Journalist (CPJ), « Le CPJ publiera un rapport sur la répression de la liberté de la presse au Cameroun », 15.09.2017.

⁷⁷ AMOUGOU Jean-René Meva'a, 05.03.2018, art.cit.

3.2. Chronologie des principaux événements depuis 2016

Les autorités camerounaises ont souvent minimisé les revendications des anglophones. Les revendications de 2016 ont d'abord été apolitiques avant de se muer en un véritable mouvement politique contre les pratiques jugées assimilationnistes du gouvernement. En effet, tout a commencé par une série de grèves organisées par les avocats puis les enseignants anglophones avant de se généraliser à l'ensemble de la population. Les ressortissants des régions anglophones réclament un changement de régime et veulent avoir voix au chapitre : ils demandent une certaine autonomie dans la gestion de leurs territoires et estiment pour partie que le fédéralisme est la meilleure option que l'unitarisme actuel. Une minorité grandissante affiche cependant des ambitions sécessionnistes et revendique la souveraineté sur la république d'Ambazonie.⁷⁸

2016

11 octobre 2016 : Début du mouvement des avocats qui dénoncent le non-respect de la *Common Law* dans les deux régions anglophones. Ils demandent également que le Code de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (Ohada) et d'autres textes de lois, soient traduits en anglais. Ils critiquent enfin « la francophonisation des juridictions de la *Common Law*, qui se traduit par l'affectation en zone anglophone de magistrats francophones ne maîtrisant ni la *Common Law*, ni l'anglais, et par l'affectation de notaires, alors que cette fonction est exercée par les avocats dans le système de la *Common Law* ». ⁷⁹

5 novembre 2017 : Le Comité exécutif national du SDF acte son soutien à l'action des avocats. ⁸⁰

8 novembre 2016 : Manifestations des avocats à Bamenda où une centaine de participants appellent au fédéralisme. Les gendarmes dispersent violemment la foule ce qui entraînent des affrontements, notamment avec les conducteurs de motos-taxis (*Okada boys*). Le bilan fait état de plusieurs blessés. ⁸¹ Pour tenter de prévenir l'extension de la contestation, le Premier ministre, Philémon Yang, crée un comité interministériel « chargé d'examiner et de proposer des solutions aux préoccupations soulevées par les syndicats des enseignants ». ⁸²

18 novembre 2016 : Dernier jour de classe avant le boycott des écoles pour de longs mois. ⁸³

21 novembre 2016 : Début de la grève des enseignants contre le manque d'enseignants anglophones, l'affectation d'enseignants francophones et « le non-respect du caractère anglo-saxon des écoles et universités de la zone anglophone ». Quelques milliers de personnes rejoignent le mouvement ajoutant des revendications sociales et politiques variées. « La manifestation est violemment dispersée par la police et l'armée. Plusieurs personnes sont sévèrement battues, des dizaines d'autres arrêtées et au moins deux personnes sont tuées par balle, selon un rapport de la Commission nationale des droits de l'Homme et des libertés (CNDHL). Plusieurs autres incidents ont lieu à Bamenda fin novembre et entraînent des émeutes ». ⁸⁴

⁷⁸ SANTIME Thierry, « La crise au Cameroun anglophone : un mal profond aux racines lointaines », L'Afrique des idées, 06.04.2017 ; KAME B.P., 2018, *op.cit*

⁷⁹ ICG, 02.08.2017, *op.cit*.

⁸⁰ KAME B.P., 2018, *op.cit*. (p.87).

⁸¹ ICG, 02.08.2017, *op.cit*.

⁸² KAME B.P., 2018, *op.cit*. (p.87-88).

⁸³ KOUAGHEU Josiane, « Cameroun : à Bamenda, ville morte et rentrée « fantôme » pour les élèves », *Le Monde*, 04.09.2017.

⁸⁴ ICG, 02.08.2017, *op.cit*. ; OLIVIER Mathieu, 23.11.2016, art.cit.

Après avoir été un temps ignoré par les autorités, le mouvement a été durement réprimé et plusieurs « figures de proue du mouvement » ont été arrêtées.⁸⁵

25 et 26 novembre 2016 : Mission de dialogue conduite par le Premier ministre à Bamenda, sans résultat. Fin novembre, le Premier ministre crée un Comité interministériel *ad hoc* chargé de mener les négociations. Il est constitué de 4 ministres francophones et placé sous la supervision du directeur de cabinet du Premier ministre.⁸⁶

28 novembre 2016 : La crise qui a débuté dans le Nord-Ouest se propage au Sud-Ouest avec une marche pacifique organisée par les étudiants de l'université de Buea pour réclamer le versement de la prime d'excellence du chef de l'Etat, dénoncer l'interdiction en 2012 du syndicat *University of Buea Student Union* (UBSU), et protester contre l'instauration d'une pénalité en cas de retard de paiement des frais de scolarité et de frais additionnels pour consulter les résultats des examens. La police investit le campus avec violence et arrêtent plusieurs étudiants jusque dans leur chambre. « Des étudiantes sont battues, déshabillées, roulées dans la boue et une aurait été violée ».⁸⁷ Après ces événements, le comité interministériel créé par le Premier ministre devient « l'organe officiel missionné par le gouvernement pour conduire les négociations pratiques avec les enseignants du Cameroun anglophone ».⁸⁸

Début décembre 2016 : les avocats et les enseignants forment le *Cameroon Anglophone Civil Society Consortium* (CACSC, "le Consortium"), initialement constitué de 4 associations d'avocats et de plusieurs syndicats d'enseignants, avec comme président Félix Khongo Agbor Balla, secrétaire général Fontem Neba et trésorier Wilfred Tassang. Les négociations commencent avec le Comité *ad hoc*.⁸⁹

8 décembre 2016 : Organisation d'un rassemblement du parti au pouvoir (RDPC) à Bamenda empêché par une foule hostile. Affrontements très violents entre les contre-manifestants et les forces de sécurité. Bilan : au moins quatre morts et plusieurs blessés par balle ; un commissariat de police, des édifices et des véhicules administratifs incendiés. Une cinquantaine de personnes ont été arrêtées. « Le Premier ministre, le secrétaire général du RDPC, le gouverneur du Nord-Ouest et le conseiller à la sécurité nationale, censés participer au rassemblement, doivent se cloîtrer toute la journée dans la résidence du gouverneur pour échapper aux violences. Le gouvernement réagit à ces manifestations en militarisant la région, dégradant encore plus le climat social ».⁹⁰

22 décembre 2016 : Les évêques camerounais des régions anglophones ont adressé au chef de l'État un mémorandum soulignant l'inégalité de traitement des citoyens anglophones qui a poussé cette minorité à se soulever :

- « La sous-représentation des anglophones dans les jurys des concours d'entrée aux grandes écoles, à la fonction publique, dans le gouvernement et les grandes instances décisionnelles en général ;
- la non-utilisation (ou un recours approximatif) de l'anglais (pourtant langue officielle, au même titre que le français) dans les examens d'État et les documents publics ;
- l'affectation d'une majorité de magistrats, personnel enseignant ou sanitaire francophones dans les régions anglophones ;
- La négligence des infrastructures de l'ouest anglophone. »⁹¹

⁸⁵ ICG, 02.08.2017, *op.cit.*

⁸⁶ *Ibid.*

⁸⁷ *Ibid.*

⁸⁸ KAME B.P., 2018, *op.cit.* (p.90).

⁸⁹ *Ibid.* ; ICG, 02.08.2017, *op.cit.*

⁹⁰ ICG, 02.08.2017, *op.cit.*

⁹¹ SANTIME Thierry, 06.04.2017, art.cit. ; Bamenda Provincial Episcopal Conference [BAPEC], « Memorandum, 22.12.2016.

Décembre 2016 : En signe d'apaisement, le gouvernement fait des annonces promettant le recrutement de 1 000 enseignants bilingues, une subvention de 2 milliards de francs CFA (3 millions d'euros) pour les écoles privées et le redéploiement d'enseignants francophones hors des régions anglophones.⁹²

2017

13 janvier 2017 : Des bavures policières, sur fond de rumeurs, provoquent des émeutes à Bamenda et font échouer les négociations qui se sont déroulées entre décembre 2016 et janvier 2017 : en effet, le Comité *ad hoc* a effectué plusieurs missions à Bamenda et le gouvernement était prêt à accepter 21 des 25 revendications⁹³ qui étaient liées au secteur de l'éducation.⁹⁴

14 janvier 2017 : Annulation de la réunion avec le Comité par le Consortium qui condamne les violences des forces de sécurité et déclare 2 jours « ville morte » dans les deux régions anglophones.⁹⁵

17 janvier 2017 : En réaction, le gouvernement coupe Internet dans ces deux régions. Le Consortium et le SCNC sont interdits.⁹⁶

18 janvier 2017 : Plusieurs militants sont arrêtés dont Mancho Bibixy alias « BBC », célèbre animateur radio de Bamenda.⁹⁷

19 janvier 2017 au 20 avril 2017 : Coupure d'internet de 92 jours⁹⁸ dans les deux régions anglophones du Cameroun : le Nord-Ouest et le Sud-Ouest.⁹⁹ Internet est rétabli le 20 avril 2017, vers 17h GMT.¹⁰⁰

21 janvier 2017 : Arrestation de Paul Ayah Abine, ancien avocat général près de la Cour suprême du Cameroun et candidat à la présidentielle de 2011.¹⁰¹

23 janvier 2017 : En signe d'apaisement, le président de la République décide la création d'une Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme.¹⁰²

Depuis janvier 2017 : Création de plusieurs groupuscules sécessionnistes. Alternance de journées « ville morte », boycotts des écoles, manifestations et violences sporadiques.¹⁰³

Janvier et février 2017 : Plusieurs incidents à Bamenda et dans d'autres villes comme Ndop, entraînent des émeutes qui font au moins 3 morts, tandis que des véhicules et des bâtiments administratifs sont incendiés.¹⁰⁴

⁹² ICG, 02.08.2017, *op.cit.*

⁹³ Les quatre autres portaient sur des sujets comme la libération des personnes arrêtées durant les manifestations, l'adoption d'un plan quinquennal de développement équitable et le fédéralisme.

⁹⁴ ICG, 02.08.2017, *op.cit.*

⁹⁵ *Ibid.*

⁹⁶ *Ibid.*

⁹⁷ *Ibid.* ; KOUAGHEU Josiane, « L'anglophone "BBC", un journaliste radio qui défie le gouvernement camerounais », *Le Monde*, 28.06.2017.

⁹⁸ NDLR : la plus longue sur le continent africain.

⁹⁹ ICG, 02.08.2017, *op.cit.*

¹⁰⁰ *BBC Afrique*, « Cameroun : retour de l'internet dans les régions anglophones », 21.04.2017.

¹⁰¹ BENSIMON Cyril, « Au Cameroun, Paul Biya emprisonne et libère à sa guise les contestataires anglophones », *Le Monde*, 01.09.2017.

¹⁰² ICG, 02.08.2017, *op.cit.*

¹⁰³ *Ibid.*

¹⁰⁴ *Ibid.*

Entre octobre 2016 et février 2017, au moins 9 personnes ont été tuées. 82 personnes ont été arrêtées (dont des journalistes et avocats) selon le ministre de la Communication, près de 150 selon le SDF, et jugées par un tribunal militaire en vertu des dispositions de la loi antiterrorisme. « Des arrestations et des intimidations de personnalités anglophones ont aussi lieu, comme l'arrestation sans mandat, en mars, de Paul Abine Ayah, juge à la Cour suprême, accusé de financement de la mobilisation anglophone. Il demeure derrière les barreaux ». ¹⁰⁵

30 mars 2017 : Le gouvernement annonce la création d'une section *Common Law* à la Cour suprême et à l'École nationale d'administration et de magistrature (ENAM), l'augmentation du nombre d'enseignants en langue anglaise à l'ENAM, le recrutement de magistrats anglophones, la création de départements de *Common Law* dans des universités francophones et l'autorisation provisoire pour les avocats anglophones de continuer d'exercer les fonctions de notaire dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest. ¹⁰⁶

Fin mars 2017 : L'avocat membre du barreau camerounais, Simon Munzu, ancien des missions de l'ONU au Rwanda, en RDC et en Côte d'Ivoire, a fondé *l'Anglophone Dialogue Forum*. Il s'agit selon ses dires d'un « réseau informel de discussion entre Camerounais anglophones à la recherche d'une solution durable, quand les autorités préfèrent maquiller la réalité plutôt que de régler en profondeur cette situation ». ¹⁰⁷

7 juin 2017 : Audience au tribunal de Yaoundé où comparait Mancho Bibixy (BBC), assisté de son avocat, Calvin Tah Ndangoh, ainsi que 26 autres individus détenus à la prison centrale de Kondengui. La liberté leur est refusée malgré la grève de la faim d'une semaine entamée par BBC pour dénoncer les circonstances et conditions de leur incarcération. ¹⁰⁸

Août 2017 : Le gouvernement a mis fin à des procédures judiciaires contre quatre journalistes, mais la loi anti-terroriste et l'interprétation très large qui en est faite pour museler la presse reste en vigueur. Les journalistes indépendants se disent menacés et dans l'incapacité de couvrir certains événements. ¹⁰⁹

30 août 2017 : Le président Biya a signé « un décret ordonnant notamment l'arrêt des poursuites contre trois leaders anglophones emprisonnés, **Nkongho Agbor Félix, Fontem Aforteka'a Neba**, responsables du consortium *Cameroon Anglophone Civil Society Consortium* (Cacsc), l'ancien avocat général près de la Cour suprême **Paul Ayah Abine**. » ¹¹⁰ Ce dernier a été détenu plus de sept mois, dans les locaux du secrétariat d'Etat à la défense, sans voir un juge ni un avocat. Son fils indiquera à sa libération qu'il est « devenu cardiaque et quasiment aveugle de l'œil gauche ». ¹¹¹ Environ la moitié de la centaine de prisonniers a ainsi été libérée, mais pas l'animateur vedette, Mancho Bibixy. ¹¹²

31 août 2017 : Plus de 50 personnes arrêtées durant la crise ont été libérées dans la soirée, rassemblés dans un camp militaire à Yaoundé où le général de brigade Elokobi Daniel Njock, directeur central de la coordination à la gendarmerie nationale, leur a conseillé d'adopter une bonne conduite pour éviter de retourner en prison et promouvoir

¹⁰⁵ *Ibid.*

¹⁰⁶ *Ibid.*; Cameroon Journal, "Biya's Common Law Measures: Too Little Too Late", *Daily News*, 03.04.2017.

¹⁰⁷ BENSIMON Cyril, « Cameroun : "La réponse répressive de Yaoundé envers les anglophones est incompréhensible" », *Le Monde*, 20.06.2017.

¹⁰⁸ KOUAGHEU Josiane, 28.06.2017, art.cit.

¹⁰⁹ CPJ, 15.09.2017, *op.cit.*

¹¹⁰ KOUAGHEU Josiane, 04.09.2017, art.cit.

¹¹¹ BENSIMON Cyril, 01.09.2017, art.cit.

¹¹² KOUAGHEU Josiane, 26.09.2017, art.cit.

« la paix, si chère à notre pays ». Parmi eux, le journaliste Mofor Ndong, directeur du journal *Voice of voiceless* (La voix des sans-voix).¹¹³

4 septembre 2017 : Journée « ville morte » et boycott de la rentrée scolaire en zone anglophone.¹¹⁴

21 septembre 2017 : 3^{ème} explosion de bombe artisanale à Bamenda. Trois policiers ont été grièvement blessés. Le gouverneur de la région du Nord-Ouest, Adolphe Lele Lafrique, a instauré un couvre-feu de 24 heures et interdit les réunions et manifestations publiques jusqu'au 3 octobre.¹¹⁵

22 septembre 2017 : Alors que le président Biya s'exprime à la tribune des Nations unies dans le cadre de la 72^{ème} Assemblée générale, des manifestations ont réuni entre 30 000 et 50 000 séparatistes dans plusieurs localités des régions anglophones, selon un décompte d'International Crisis Group (ICG), qui relève que « c'est la plus grande manifestation depuis février 2008 et les violences liées à l'augmentation du prix de l'essence ». ¹¹⁶ La répression des autorités a causé la mort de plusieurs civils et de nombreux blessés. ¹¹⁷ Le gouverneur du Sud-ouest a qualifié les manifestants de "chiens" et le ministre de la Communication les a qualifiés de "terroristes" lors de son intervention télévisée. Des discours de haine ont été proférés de façon ouverte par la classe politique et médiatique francophone contre la minorité anglophone. Cela s'est retrouvé sur les réseaux sociaux. ¹¹⁸

Couvre-feu décrété dans la région du Nord-Ouest. ¹¹⁹

A la suite de ces manifestations, les anglophones résidant hors de leur région d'origine, notamment à Yaoundé et Douala, ont été ciblés et arbitrairement arrêtés dans la rue, dans les transports ou à leur domicile. Des perquisitions ont été diligentées en dehors de toute procédure judiciaire. ¹²⁰

28 septembre 2017 : Couvre-feu instauré jusqu'au 2 octobre dans la région du Sud-Ouest. Fermeture des frontières territoriales et maritimes, suspension des transports, interdiction de se déplacer entre les localités et interdiction des réunions de plus de quatre personnes dans l'espace public. ¹²¹

29 septembre 2017 : Internet de nouveau interrompu ou limité selon les zones. ¹²²

30 septembre 2017 : La police et la gendarmerie procèdent à de très nombreuses arrestations à Yaoundé (quartiers de BiyemAssi, Melen, Obili, Biscuiterie, Centre administratif et Etoug-Ebe). Des ressortissants des régions anglophones ont été pris à partie et insultés dans le marché. Les hautes personnalités de la communauté anglophone se sentent étroitement surveillées. ¹²³

¹¹³ KOUAGHEU Josiane, 04.09.2017, art.cit. ; KOUAGHEU Josiane, « Cameroun : "J'ai vécu l'enfer en prison, mais je continuerai à me battre pour mes frères anglophones" », *Le Monde*, 20.09.2017.

¹¹⁴ KOUAGHEU Josiane, 04.09.2017, art.cit.

¹¹⁵ KOUAGHEU Josiane, 26.09.2017, art.cit.

¹¹⁶ ICG, 02.08.2017, *op.cit.* ; AFP, 01.10.2017, art.cit.

¹¹⁷ KAME B.P., 2018, *op.cit.* (p.99) ; Amnesty International, "Rapport Cameroun 2017-2018", 21.02.2018. (pp. 141-144).

¹¹⁸ NGANANG Patrice, "Cameroon: Speech, Rights, and Aging Autocracy", *Africa Focus*, 18.12.2017 ; MBEMBE Achille, « Au Cameroun, le crépuscule d'une dictature à huis clos », *Le Monde*, 09.10.2017.

¹¹⁹ AMOKO Marcel, « Cameroun : interdiction de se déplacer et couvre-feu dans les régions anglophones », *France24*, 30.09.2017.

¹²⁰ NGANANG Patrice, 18.12.2017, art.cit.

¹²¹ AMOKO Marcel, 30.09.2017, *op.cit.*

¹²² FIDH, « Cameroun - Le bilan s'alourdit dans les régions anglophones après une forte répression », Communiqué, 07.10.2017 ; AFP, « Le Cameroun anglophone, en ébullition, compte ses morts », *Le Monde*, 03.10.2017.

¹²³ NGANANG Patrice, 18.12.2017, art.cit.

« Le 1^{er} octobre est la date de la naissance de la République fédérale du Cameroun qui, de 1961 à 1972, regroupait deux États fédérés, le Cameroun oriental francophone et le Cameroun occidental anglophone ». ¹²⁴

1^{er} octobre 2017 : Proclamation symbolique de l'indépendance par Sisiku Ayuk Tabé, "président" de la République d'Ambazonie. Le rassemblement s'est soldé par la mort de 17 manifestants. L'ONU a réclamé une enquête sur ces violences. ¹²⁵

Dans les jours qui ont suivi cette déclaration d'indépendance, les forces de l'ordre ont violemment réprimé les manifestations dans les deux provinces anglophones du pays. Les affrontements ont fait une trentaine de morts, et des centaines de blessés notamment à Bamenda ¹²⁶, Buea et Limbe, ¹²⁷ ainsi que dans les villes de Ndop, Kumbo et Kumba. Un climat de terreur y régnait. ¹²⁸ Les violences se sont poursuivies jusqu'au 3 octobre où un engin explosif artisanal a explosé près des locaux de la police à Bamenda sans faire de victime. ¹²⁹ Selon ICG, « Les policiers ont réagi par un usage disproportionné de la force qui, **du 28 septembre au 2 octobre**, a fait au moins 40 morts et plus de 100 blessés ». ¹³⁰

14 octobre 2017 : Journée de deuil pour tous les morts de la crise socio-politique déclarée par les évêques réunis en conférence à Bamenda. De son côté, John Fru Ndi (SDF) a dénoncé « la répression massive et brutale des populations » des régions anglophones. Mais selon le gouvernement, « les forces de sécurité et de défense ont agi en état de légitime défense ». ¹³¹

A partir de la fin du mois d'octobre 2017, « l'enlisement dans la crise est le sentiment général au Cameroun anglophone. Tous les appels à l'apaisement et à la normalisation, d'où qu'ils viennent, ne produisent plus d'effet. Malgré la présence importante des forces de sécurité, la violence armée se développe. Des groupuscules armés multiplient les attaques terroristes contre les forces de sécurité ». ¹³²

6 novembre 2017 : Un gendarme a été tué lors d'une poursuite de séparatistes présumés à Jakiri (Nord-Ouest). ¹³³

8 novembre 2018 : 2 soldats tués à Bamenda (Nord-Ouest) par les séparatistes.

Nuit du 9 au 10 novembre 2017 : Un soldat tué par les séparatistes (égorgé), dans la localité d'Akwem (près de Mamfe, Sud-Ouest). ¹³⁴

13 décembre 2017 : Au moins 23 personnes, dont des mineurs, ont été arrêtées dans le village de Dadi. Elles ont été détenues au secret pendant trois jours et torturées (les

¹²⁴ *Universalis.edu*, « Cameroun, chronologie contemporaine », sd. ; AFP, « Cameroun anglophone : sept morts en marge de la proclamation symbolique d'indépendance », *Jeune Afrique*, 01.10.2017.

¹²⁵ OKWUOSA Ashley, "The diaspora groups in American suburbia backing a breakaway African nation", *Quartz Africa*, 07.11.2017 ; *France24*, « Cameroun anglophone : 5 questions pour comprendre la crise », 04.10.2017.

¹²⁶ *Le Monde*, « Cameroun : "Paul Biya doit être traduit devant la CPI pour crimes contre l'humanité" », 03.10.2017.

¹²⁷ FIDH, 07.10.2017, *op.cit.*

¹²⁸ AFP, 03.10.2017, *art.cit.*

¹²⁹ *France24*, 04.10.2017, *op.cit.*

¹³⁰ ICG, « Cameroun : l'aggravation de la crise anglophone requiert des mesures fortes », *Briefing n°130 / Africa*, 19.10.2017.

¹³¹ AFP, « Cameroun anglophone : l'Église dénonce la "barbarie" des forces de sécurité », *Jeune Afrique* 07.10.2017.

¹³² KAME B.P., 2018, *op.cit.* (p.118)

¹³³ AFP, « Cameroun : deux autres gendarmes tués par de présumés sécessionnistes en zone anglophone », *Jeune Afrique*, 08.11.2017.

¹³⁴ AFP, « Cameroun anglophone : un quatrième militaire tué par de présumés sécessionnistes », *Jeune Afrique*, 11.11.2017.

yeux bandés et battues au moyen de bâtons, cordes, fil de fer et pistolets ; décharges électriques et eau bouillante ; roués de coup jusqu'à la perte de connaissance) par les forces de sécurité pour contraindre à admettre qu'elles soutenaient les séparatistes. Au moins une personne est morte en détention selon Amnesty International.¹³⁵

14 décembre 2017 : Les militaires lancent une offensive dans la localité de Dadi, près de la ville de Manfé, qui était devenue une des places fortes des groupes armés sécessionnistes anglophones, et notamment de les *Ambazonia defence forces*.¹³⁶

Fin 2017 : Les *Ambazonia defence forces* (ADF) ont revendiqué une série d'attaques à la bombe artisanale et des assassinats de membres des forces de défense camerounaises. Selon International Crisis Group (ICG), « l'ADF compte près de 300 membres, ce qui en fait l'un des plus importants de la crise anglophone ». ¹³⁷

Décembre 2017 : Diffusion de vidéos « montrant des militants de l'ADF prenant part à une cérémonie de levée du drapeau ambazonien en présence de leur leader ». L'armée camerounaise a effectué une descente à Dadi (Sud-Ouest) et le bilan non officiel de l'opération se chiffrait en dizaines de victimes. L'ADF serait alors affaiblie.¹³⁸

Décembre 2017 : Le village de Kwakwa a été entièrement détruit par les forces de sécurité au cours d'une opération déclenchée suite à l'homicide de deux gendarmes par des séparatistes armés.¹³⁹ Des soldats camerounais sont venus dans le district d'Ekang (Nigeria) pour exhorter les réfugiés camerounais¹⁴⁰ à rentrer chez eux.¹⁴¹

2018

5 janvier 2018 : Arrestation de Sisiku Ayuk Tabé et 9 militants dans un hôtel d'Abuja (Nigeria).¹⁴²

7 janvier 2018 : Nouvel appel aux opérations « villes mortes » - peu suivi dans la région Sud-Ouest.¹⁴³

15 janvier 2018 : Attaque du lycée de Malende (près de Muyuka, département de Fako) par des hommes armés qui ont menacé le proviseur, les enseignants et les élèves. Cette attaque a été revendiquée par les *Amba Tigers*, selon une publication du compte Facebook de l'activiste politique Mark Bareta.¹⁴⁴

29 janvier 2018 : Extradition vers le Cameroun de Sisiku Ayuk Tabé et de 46 autres militants séparatistes camerounais arrêtés au Nigeria le 5 janvier. Parmi eux, 4 avaient obtenu l'asile au Nigeria¹⁴⁵, 5 y avaient un statut de résident permanent et le dernier avait un passeport américain.¹⁴⁶

¹³⁵ Amnesty International, « Cameroun. Violence meurtrière dans les régions anglophones », 11.06.2018.

¹³⁶ RFI, « Cameroun anglophone : nouveaux combats meurtriers entre armée et séparatistes », 16.12.2017.

¹³⁷ FOUTE Franck, 20.02.2018, art.cit.

¹³⁸ *Ibid.*.

¹³⁹ Amnesty International, 11.06.2018, *op.cit.*

¹⁴⁰ Près de 30 000 camerounais ont trouvé refuge au Nigeria après avoir fui les violences perpétrées dans les régions anglophones du nord-ouest et du sud-ouest du Cameroun.

¹⁴¹ AFP, « Cameroun : opération des forces de sécurité camerounaises au Nigeria », *Jeune Afrique*, 31.01.2018.

¹⁴² *Jeune Afrique*, « Cameroun : interrogations autour de l'extradition des séparatistes arrêtés au Nigeria », 08.02.2018.

¹⁴³ KUNGNE Foute, « Crise anglophone au Cameroun : l'attaque d'un lycée crée la panique dans le Fako », *Jeune Afrique*, 16.01.2018.

¹⁴⁴ *Ibid.*

¹⁴⁵ Le Haut-Commissariat aux Réfugiés a condamné le retour forcé de ces individus, qui « avaient soumis une demande d'asile. Leur retour forcé est en violation du principe de non-refoulement qui constitue la pierre

Fin janvier 2018 : Explosion d'un engin improvisé sur le poste-frontière camerounais d'Ekok, détruisant en partie le bureau des douanes.¹⁴⁷

31 janvier 2018 : Une cinquantaine de soldats camerounais ont passé la frontière nigérienne et se sont rendus dans la localité de Danare (district de Boki, Nigeria) pour exhorter les réfugiés camerounais à rentrer chez eux. « Selon des sources anonymes citées par le journal nigérien The Punch, "les gendarmes sont venus combattre les militants [camerounais anglophones] qui se sont réfugiés dans la communauté" ». ¹⁴⁸

1^{er} février 2018 : Attaque menée par les rebelles anglophones contre une brigade de la gendarmerie dans le Sud-Ouest « avec un pickup équipé d'une mitrailleuse ». ¹⁴⁹
Attaque d'un groupe de jeunes séparatistes armés de couteaux et de machettes dans la localité de Mbingo (Nord-Ouest), tuant deux gendarmes tenant un poste de contrôle. ¹⁵⁰
Le porte-parole du gouvernement reconnaît « une escalade de la violence » dans les régions anglophones du Cameroun, après la mort de trois membres des forces de l'ordre le jour-même. ¹⁵¹

2 février 2018 : Les forces de sécurité ont attaqué le village de Bole. Des soldats, des gendarmes et le Bataillon d'intervention rapide (BIR) ont tirés sur la population. ¹⁵²
Attaque des forces de sécurité sur la population dans le quartier d'Acha, dans la commune de Belo. Un homme de 26 ans a été tué. ¹⁵³

3 février 2018 : Découverte des corps de quatre hommes ensanglantés et portant des traces de torture à la morgue de l'hôpital régional de Bamenda. Ils avaient été arrêtés la veille dans la ville de Belo par les forces de sécurité. ¹⁵⁴

11 février 2018 : L'ADF procède à l'enlèvement du sous-préfet de Batibo. ¹⁵⁵ Trois gendarmes ont été tués. ¹⁵⁶

13 février 2018 : Incendie de la maison du chef coutumier de Myerem par un groupe d'au moins sept membres soupçonnés appartenir aux Forces de défense de l'Ambazonie (FDA). ¹⁵⁷

24 février 2018 : Fin du congrès du SDF à Bamenda. Joshua Osih a été élu pour être le candidat du parti à la prochaine élection présidentielle de 2018. Le congrès du parti, toujours favorable au fédéralisme, s'est déroulé dans un contexte de menaces de la part des mouvements séparatistes. ¹⁵⁸

angulaire du droit international relatif aux réfugiés » (Cf. UNHCR, « Le HCR condamne les retours forcés de demandeurs d'asile camerounais au Nigéria », 01.02.2018.

¹⁴⁶ AFP, 31.01.2018, art.cit.

¹⁴⁷ AFP, 17.02.2018, art.cit.

¹⁴⁸ AFP, 31.01.2018, art.cit.

¹⁴⁹ Agence Anadolu, « Cameroun/crise anglophone : 30 éléments des forces de sécurité tués en quatre mois », 09.02.2018.

¹⁵⁰ Amnesty International, 11.06.2018, *op.cit.*

¹⁵¹ RFI, « Cameroun : regain de tension en zone anglophone », 04.02.2018.

¹⁵² HRW, « Ces meurtres peuvent être stoppés », 19.07.2018.

¹⁵³ Amnesty International, « Une tournure tragique », 12.06.2018.

¹⁵⁴ Amnesty International, 12.06.2018, *op.cit.*

¹⁵⁵ FOUTE Franck, 20.02.2018, art.cit.

¹⁵⁶ RFI, « Cameroun : journée de violence dans l'ouest anglophone », 11.02.2018.

¹⁵⁷ Amnesty International, 12.06.2018, *op.cit.*

¹⁵⁸ RFI, 25.02.2018, art.cit.

24 février 2018 : Incendie de la résidence du chef coutumier régent de Nguti par 25 hommes armés qui seraient membres ou sympathisants d'un groupe armé séparatiste local.¹⁵⁹

Fin février, début mars : Les autorités ont tenté d'empêcher une grève des enseignants à Yaoundé (francophones). Dans un contexte socio-économique et politique tendu, une nouvelle grève pourrait relancer la contestation anglophone dans les autres régions.¹⁶⁰

2 mars 2018 : Les forces de sécurité, dont les membres du BIR incendient les villages de Wone et de Dipenda Bakundu.¹⁶¹

Le président Biya procède à un remaniement du gouvernement de son Premier ministre, Philémon Yang. Parmi les nouveaux ministres, deux sont anglophones : Paul Atanga Nij (ministre de l'Administration territoriale) et Pauline Nalova Lyonga Ehbe (ministre de l'Enseignement supérieur).¹⁶²

7-8 mars 2018 : Attaque au campus du *Compressive College* de Batibo dans la nuit. Fotso Teka, soldat de première classe (promotion 2017), élément du Bataillon des Fusiliers et des Commandants de l'Air (BAFUSCO AIR) a été tué, et trois élèves ont été blessés.¹⁶³

10 mars 2018 : Le commandant de la brigade de gendarmerie d'Ashong, dans l'arrondissement rural de Batibo, a été tué par des hommes non identifiés.¹⁶⁴

11 mars 2018 : Les *Ambazonia Defense Forces* publient une vidéo dans les réseaux sociaux d'un otage suppliant le gouvernement de donner des preuves de vie des séparatistes anglophones extradés du Nigéria. Il s'agirait du délégué régional des affaires sociales du Nord-Ouest, enlevé le 24 février dans la localité de Batibo.¹⁶⁵

13 mars 2018 : Affrontements dans la ville de Nguti, dans la division Kupe-Munanenguba de la région du sud-ouest, opposant les forces gouvernementales à des séparatistes autour du mouvement dénommé forces de défense d'Ambazonia (ADF) lesquels ont tenté d'attaquer la brigade de gendarmerie de la ville.¹⁶⁶

15 mars 2018 : Assassinat d'un otage tunisien enlevé par des séparatistes dans le Sud-Ouest du Cameroun. Ce décès sera annoncé par le gouvernement le 20 mars, après que deux ressortissants tunisiens et un camerounais aient été libérés lors d'une « *opération spéciale* » menée par l'armée camerounaise. Ces événements se sont déroulés alors que les séparatistes avaient menacé de s'attaquer aux entreprises étrangères présentes dans les régions anglophones.¹⁶⁷

17 mars 2018 : le directeur de l'Office anglophone des examens et une trentaine de personnes sont enlevés par des séparatistes camerounais aux alentours de la ville de Lewoh, alors qu'ils se rendaient à une célébration en l'honneur du ministre anglophone

¹⁵⁹ Amnesty International, 12.06.2018, *op.cit.*

¹⁶⁰ BELL Tricia, « Cameroun : le gouvernement tente d'empêcher une nouvelle grève des enseignants », *Le360Afrique*, 03.03.2018.

¹⁶¹ HRW, 19.07.2018, *op.cit.*

¹⁶² *Jeune Afrique*, « Cameroun : comprendre qui sont les gagnants et les perdants du remaniement en une infographie », 05.03.2018.

¹⁶³ Cameroon-Infos, « Cameroun – Crise Anglophone : Un militaire tué à Batibo et un policier blessé à Akwaya », *Camer24*, 10.03.2018.

¹⁶⁴ VOA Afrique, « Un gendarme tué dans le nord-ouest anglophone du Cameroun », 12.03.2018.

¹⁶⁵ RFI, « Cameroun anglophone : un groupe armé diffuse la vidéo d'un fonctionnaire enlevé », 11.03. 2018.

¹⁶⁶ NGOMA John Ndinga, « Crise anglophone au Cameroun : des morts lors des affrontements entre séparatistes et forces de sécurité », *Africa News*, 14.03.2018.

¹⁶⁷ AFP, « Au Cameroun anglophone, un Tunisien tué après son enlèvement par un groupe armé », *Le Monde*, 21.03.2018.

de l'Economie, Paul Tasong, fraîchement nommé. Parmi les personnalités enlevées : le professeur Ivo Leke Tambo, président du Conseil du conseil d'administration du *Gce Board*.

Des classes d'un établissement situé à Bomaka (Buea) et le petit séminaire de Lewoh (département du Lebialem) ont été incendiés.

Selon Ungithoh Zachary Cheikoh, préfet du Lebialem, la somme de cent millions de francs CFA aurait été exigée par les ravisseurs pour libérer le Pr Ivo Leke Tambo.¹⁶⁸

18 mars 2018 : Incendie de la résidence du nouveau ministre délégué au ministère de l'Economie, de l'Aménagement et du Développement régional, Paul Tasong, à Mmockbie, par des hommes non identifiés.¹⁶⁹

23 mars 2018 : Les militaires incendient les maisons du village de Bole.¹⁷⁰

25 mars 2018 : **Elections sénatoriales**. Des miliciens séparatistes ont tenté d'empêcher la tenue du scrutin dans le Sud-Ouest. Deux assaillants ont été tués au cours d'attaques qui ont ciblé un commissariat de police et un bureau de vote.¹⁷¹ Le résultat des élections est largement favorable au RDPC de Paul Biya, qui obtient 90 % des sièges soumis au vote.¹⁷²

26 mars 2018 : Un élève, Emmanuel Galega, a été abattu par des séparatistes armés qui ont attaqué un dortoir de lycée à Widikum.¹⁷³

3 avril 2018 : Les forces de sécurité attaquent et incendient le village de Mongo Ndor.¹⁷⁴

8 avril 2018 : Enlèvement de l'ex-vice-président de la cour d'appel de la région anglophone du sud-ouest du Cameroun, Martin Mbeng, dans le village d'Ekwele par un groupe armé non identifié.¹⁷⁵

13 avril 2018 : 200 personnes fuient les violences de la région du Sud Ouest vers Mbanga.¹⁷⁶

20 – 22 avril 2018 : Violents affrontements entre des combattants séparatistes et militaires à Menji, dans le Lebialem, causant la mort de plusieurs personnes ainsi que des blessés.¹⁷⁷

22 avril 2018 : Plusieurs blessés suite à l'attaque du convoi du gouverneur du Sud-Ouest, Bernard Okalia Bilai, à Lewoh alors qu'il se rendait à Menji pour la cérémonie d'installation du nouveau préfet du département.¹⁷⁸

28 avril 2018 : Une enseignante a été abattue à 20 km de Buea.¹⁷⁹

¹⁶⁸ RFI, « Cameroun anglophone : des dizaines de personnes dont un haut cadre local enlevées », 18.03.2018. NGA Armelle, « Cameroun : le président du conseil d'administration du GCE board enlevé dans le Sud-ouest », *Africa News*, 18.03.2018 ; *Journal du Cameroun*, « Cameroun : nouveau weekend de violences en zone anglophone », 19.03.2018.

¹⁶⁹ *Ibid*

¹⁷⁰ HRW, 19.07.2018, *op.cit.*

¹⁷¹ RFI, « Cameroun : des incidents armés ont émaillé les élections sénatoriales », 26.03.2018.

¹⁷² AFP, « Cameroun : sans surprise, le RDPC remporte largement les sénatoriales », *Jeune Afrique*, 06.04.2018.

¹⁷³ HRW, 19.07.2018, *op.cit.*

¹⁷⁴ *Ibid*.

¹⁷⁵ RFI, « Cameroun : l'armée confirme l'enlèvement d'un magistrat en zone anglophone », 09.04.2018.

¹⁷⁶ France 24, « Cameroun anglophone : plus de 200 personnes ont fui les violences », 18.04.2018.

¹⁷⁷ RFI, « Cameroun : violents affrontements dans la zone anglophone », 22.04.2018

¹⁷⁸ AFP, « Le convoi d'un gouverneur pris pour cible au Cameroun anglophone », *Le Monde*, 23.04.2018.

¹⁷⁹ AFP, « Au Cameroun anglophone, une "sale guerre" qui prend de l'ampleur », *Le Point*, 04.05.2018.

30 avril 2018 : Enlèvement du principal abbé William Neba du Collège St. Bede, à Ashing alors qu'il célébrait la messe avec des élèves.¹⁸⁰

20 mai 2018 : De violents incidents dans plusieurs localités où se sont affrontés des séparatistes et des militaires lors de la célébration de la fête nationale : à Batibo un groupe armé a affronté un détachement de l'armée causant la mort de 3 assaillants ; à Ekona, d'autres miliciens ont attaqué un commissariat de police provoquant la mort d'un policier, puis à Banguem, le maire de la ville et son adjoint ont été enlevés.¹⁸¹

Entre février 2017 et mai 2018 : au moins 42 écoles ont été attaquées par des séparatistes armés selon Amnesty International.¹⁸²

Entre septembre 2017 et mai 2018 : au moins 44 membres des forces de sécurité ont été tués par des séparatistes dans des attaques à des postes de contrôle, dans la rue ou sur leur lieu d'affectation dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.¹⁸³

25 mai 2018 : Enlèvement de la proviseure du lycée gouvernemental Bolifamba Mile 16, Georgiana Enanga Sanga, et le directeur de l'Académie baptiste camerounaise Muyuka, Eric Ngomba.¹⁸⁴

30 militaires et policiers ont neutralisé 27 terroristes qui avaient pris possession d'un motel à Menka. Cinq otages sur les 15 ont également été tués lors de l'attaque.¹⁸⁵

vers 29 mai 2018 : La proviseure d'un lycée bilingue et le principal d'une école baptiste à Buea ont été enlevés par un groupe de personnes armées.¹⁸⁶

16 juin 2018 : Assassinat d'un couple de militants du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC) à Batibo. Le gouvernement, accuse les « séparatistes » d'en être les auteurs.¹⁸⁷

24 juin 2018 : Violents affrontements entre des combattants séparatistes et militaires à Bamenda.¹⁸⁸

12 juillet 2018 : Le convoi du ministre de la Défense, Joseph Beti Assomo, et de son état-major, a été la cible de deux attaques lors d'un trajet aller-retour mission d'inspection des troupes dans la région anglophone du sud-ouest du Cameroun.¹⁸⁹

19 juillet 2018 : « Quatre soldats camerounais ont été arrêtés après la diffusion d'une vidéo devenue virale montrant de présumés membres de l'armée exécutant sommairement deux femmes et leurs deux enfants accusés d'être des djihadistes de Boko Haram ». ¹⁹⁰

20 juillet 2018 : Alexander Sob, curé de la paroisse catholique de Bomaka, (quartier de Buea), a été abattu par des individus non identifiés alors qu'il se rendait à Muyuka.¹⁹¹

¹⁸⁰ HRW, 19.07.2018, *op.cit.*

¹⁸¹ RFI, « Cameroun : célébration de la Fête nationale de l'unité sur fond d'incidents », 20.05.2018.

Libération, « Les violences au Cameroun anglophone : une nouvelle guerre cachée ? », 24.05.2018.

¹⁸² Amnesty International, 11.06.2018, *op.cit.*

¹⁸³ *Ibid.*

¹⁸⁴ HRW, 19.07.2018, *op.cit.*

¹⁸⁵ *Quest France*, « Cameroun. L'attaque d'un hôtel d'une région anglophone fait 32 morts », 29.05.2018.

¹⁸⁶ RFI, « Deux enlèvements dans des établissements scolaires au Cameroun anglophone », 29.05.2018.

¹⁸⁷ RFI, « Cameroun : deux militants du RDPC tués, le gouvernement accuse les séparatistes », 18.06.2018.

¹⁸⁸ RFI, « Cameroun anglophone : nouvelles violences et regain de tension à Bamenda », 24.06.2018.

¹⁸⁹ RFI, « Le convoi du ministre de la Défense du Cameroun échappe à deux embuscades », 13.07.2018.

¹⁹⁰ AFP, « Cameroun : arrestation de 4 soldats impliqués dans l'exécution sommaire de 2 femmes et leurs enfants », *Africa News*, 19.07.2018.

¹⁹¹ RFI, « Cameroun : un prêtre tué en zone anglophone », 22.07.2018 ; BENOIT Justine, « Cameroun, la population anglophone victime d'exactions », *La Croix*, 21.07.2018.

28 / 29 juillet 2018 : 163 détenus s'évadent de la prison Ndop lors d'une attaque d'une cinquantaine d'assaillants présumés sécessionnistes anglophones.¹⁹²

4 - 5 août 2018 : 11 personnes sont tuées lors d'affrontements entre forces de défense et de sécurité et sécessionnistes anglophones : six gendarmes, un policier deux sécessionnistes et deux civils.¹⁹³

14 août 2018 : Les séparatistes anglophones ont torturé à mort et enterré un soldat à Ediki.¹⁹⁴

16-23 août 2018 : Les évêques en conférence à Bamenda appellent à la cessation des hostilités et à la réouverture des écoles dans l'intérêt des enfants de la région.¹⁹⁵

Depuis le 1^{er} octobre 2017, les positions se sont radicalisées et face à la brutalité de la répression des autorités centrales camerounaises, les anglophones traditionnellement enclins au fédéralisme, se rallient désormais aux mouvements sécessionnistes.¹⁹⁶

La crise anglophone a provoqué le déplacement de plus de 160 000 personnes, dont au moins 34 000 vers le Nigeria voisin.¹⁹⁷

Selon Samira Daoud, directrice adjointe du bureau régional d'Amnesty International pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, « dans les régions anglophones du Cameroun, la population est prise au piège d'une violence meurtrière. Les forces de sécurité ont tué aveuglément, arrêté et torturé des personnes lors d'opérations qui ont fait **des milliers de déplacés**. Cette réaction brutale ne peut aucunement endiguer la violence. Il est même probable qu'elle isole encore davantage la population anglophone et alimente les troubles (...) Les séparatistes armés, quant à eux, ont tué des dizaines de membres des forces de sécurité. Ils ont aussi mené des attaques destinées à terroriser la population, allant jusqu'à incendier des écoles et à agresser des enseignants qui ne participaient pas au boycott (...) Amnesty International a aussi rassemblé des éléments sur cinq agressions ayant visé des chefs traditionnels, accusés par les séparatistes de sympathiser avec le gouvernement. »¹⁹⁸

¹⁹² RFI, « Cameroun : 163 détenus s'évadent après l'attaque d'une prison en zone anglophone », 30.07.2018.

¹⁹³ *Cameroon Voice*, « Cameroun - Crise anglophone : des gendarmes et un policier tués en régions anglophones », 06.08.2018.

¹⁹⁴ RFI, « Cameroun : un soldat torturé à mort en zone anglophone », 23.08.2018.

¹⁹⁵ *Crux Now*, "Cameroon bishops call for a stop to fighting so schools can resume", 02.09.2018.

¹⁹⁶ MACE Célian, « Au Cameroun, la sale guerre derrière la «crise anglophone» », *Libération*, 12.06.2018 ; ICG, 19.10.2017, *op.cit.*

¹⁹⁷ MACE Célian, 12.06.2018, art.cit.

¹⁹⁸ Amnesty International, 11.06.2018, *op.cit.*

Bibliographie

(Sites web consultés en septembre 2018)

Documents homologues

IRB – Immigration and Refugee Board of Canada, "The Southern Cameroon National Council (SCNC), including its youth wing, structure and leadership; whether membership cards are issued; the treatment of its members by government authorities (1990-2000)", *Ecoi.net*, 02.10.2000.

<https://www.ecoi.net/en/document/1104982.html>

IRB – Immigration and Refugee Board of Canada, "Cameroon: The Southern Cameroons National Council (SCNC) and the Southern Cameroons Youth League (SCYL); organizational structures; leaders; activities; membership cards; treatment of their members by government authorities", 02.04.2008.

<http://www.refworld.org/docid/4829b55cc.html>

Institutions multilatérales

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), *Registration of Asylum Seekers*, 18.03.2018. <https://data2.unhcr.org/fr/documents/download/62878>

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), *Nigeria: Update on the Cameroon arrivals #8 (External)*, 02.03.2018.

<https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Update%20on%20the%20Cameroon%20Influx%20%238.pdf>

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), *Nigeria: Update on the Cameroon arrivals #6 (External)*, 06.02.2018.

<https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/61893.pdf>

Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), « Le HCR condamne les retours forcés de demandeurs d'asile camerounais au Nigéria », 01.02.2018.

<http://www.unhcr.org/fr/news/press/2018/2/5a74217ea/hcr-condamne-retours-forces-demandeurs-dasile-camerounais-nigeria.html>

ONU Info, « Réfugiés camerounais au Nigéria : le HCR alerte sur la vulnérabilité des femmes et des enfants », 19.01.2018. <https://news.un.org/fr/story/2018/01/1001951>

Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (ACHPR), « Communiqué de presse sur la situation des droits de l'homme au Cameroun, suite aux mouvements de grève des avocats, des enseignants et de la société civile », 13.12.2016.

<http://www.achpr.org/fr/press/2016/12/d340/>

Ouvrages

KAME Pierre Bouopda., « La crise anglophone au Cameroun », *L'Harmattan, Etudes africaines*, 2018. (190 pages)

DELTOMBE Thomas, DOMERGUE Manuel, TATSITSA Jacob, « La guerre du Cameroun. L'invention de la Françafrique (1948-1971) », *La Découverte*, 2016.

FODOUOP Kengne, « Le Cameroun. Autopsie d'une exception plurielle en Afrique », *L'Harmattan*, 2010. (378 p.)

ELA Pierre, « Dossiers noirs sur le Cameroun », *Pyramide Papyrus Presse*, 2002. (287 p.)

EBOUA Samuel, « D'Ahidjo à Biya. Le changement au Cameroun », *L'Harmattan*, 1996. (259 p.)

IMBERT Jean, « Le Cameroun », *PUF, Que Sais-je*, 3^{ème} édition, 1982. (127 p.)

Think-Tank

International Crisis Group (ICG), "Cameroon: Electoral Uncertainty amid Multiple Security Threats", 31.01.2018.

<https://www.crisisgroup.org/africa/central-africa/cameroon/cameroon-electoral-uncertainty-amid-multiple-security-threats>

Dr Nkongho Felix Agbor Balla (Fondateur et président du *Centre for Human Rights and Democracy in Africa -CHRDA*), "The Cameroon Anglophone Crisis: Examining Escalation and Seeking Solutions", *Africa Programme, Chatham House*, 02.11.2017.

<https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/events/Meeting%20Summary%20-%20The%20Cameroon%20Anglophone%20Crisis.pdf>

ICG, « Cameroun : l'aggravation de la crise anglophone requiert des mesures fortes », *Briefing n°130 / Africa*, 19.10.2017.

<https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/130-cameroon-worsening-anglophone-crisis-calls-strong-measures>

NGOULA Joseph Léa, « Le Kamerun à l'épreuve du séparatisme anglophone », *Observatoire Pharos*, 10.10.2017.

<https://www.observatoirepharos.com/pays/cameroun/kamerun-a-lepreuve-separatisme-anglophone-fr/>

International Crisis Group (ICG), « Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins », *Report n°250 / Africa*, 02.08.2017.

<https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/250-camerouns-anglophone-crisis-crossroads>

SANTIME Thierry, « La crise au Cameroun anglophone : un mal profond aux racines lointaines », *L'Afrique des idées*, 06.04.2017.

<http://www.lafriquedesidees.org/crise-cameroun-anglophone/>

DE CALAN Adrien, « C'était la guerre du Cameroun », *L'Afrique des idées*, 01.12.2016.

<http://www.lafriquedesidees.org/cetaut-guerre-cameroun/>

GUEYE Cheikh, « Boko Haram au Cameroun : plaidoyer pour une architecture de sécurité régionale », *L'Afrique des idées*, 29.01.2015.

<http://www.lafriquedesidees.org/boko-haram-au-cameroun-plaidoyer-pour-une-architecture-de-securite-regionale/>

ZENN Jacob, "Northern Cameroon Under Threat from Boko Haram and Séléka Militant", *Jamestown Foundation, Terrorism Monitor Vol. 12/1*, 09.01.2014.

<https://jamestown.org/program/northern-cameroon-under-threat-from-boko-haram-and-seleka-militants/>

ONG

Human Rights Watch (HRW), « Ces meurtres peuvent être stoppés », 19.07.2018.
<https://www.hrw.org/fr/report/2018/07/19/ces-meurtres-peuvent-etre-stoppes/abus-commis-par-les-forces-gouvernementales-et>

Amnesty International, « Une tournure tragique », 12.06.2018.
<https://www.amnesty.org/download/Documents/AFR1784812018FRENCH.PDF>

Amnesty International, « Cameroun. Violence meurtrière dans les régions anglophones », 11.06.2018.
<https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2018/06/cameroon-anglophone-regions-gripped-by-deadly-violence/>

Amnesty International, « Rapport Cameroun 2017-2018 », 21.02.2018. (pp. 141-144).
<https://www.amnesty.org/download/Documents/POL1067002018FRENCH.PDF>

FIDH, « Cameroun - Le bilan s'alourdit dans les régions anglophones après une forte répression », Communiqué, 07.10.2017.
<https://www.fidh.org/fr/regions/afrique/cameroon/le-bilan-s-alourdit-dans-les-regions-anglophones-apres-une-forte>

Committee to Protect Journalist (CPJ), « Le CPJ publiera un rapport sur la répression de la liberté de la presse au Cameroun », 15.09.2017.
<https://cpj.org/fr/2017/09/le-cpj-publiera-un-rapport-sur-la-repression-de-la.php>

Amnesty International, « Cameroun, Les forces de sécurité doivent respecter les droits humains dans le cadre des manifestations politiques », *Bulletin d'information n°176/01*, 04.10.2001
<https://www.amnesty.org/download/Documents/120000/afr170092001fr.pdf>

Publications scientifiques

ELONG EBOLO Eric, "Sovereignty in the Making: The Case of Anglophone Cameroon", *Vrije Universiteit Brussel*, 12.2012.
https://www.researchgate.net/profile/Eric_Elong_Ebolo/publication/269575409_Sovereignty_in_the_Making_The_Case_of_Anglophone_Cameroon/links/548f5a210cf225bf66a80037/Sovereignty-in-the-Making-The-Case-of-Anglophone-Cameroon.pdf?origin=publication_detail

AYIM Martin Ayong, "Former British Southern Cameroons Journey Towards Complete Decolonization, Independence, and Sovereignty.: A Comprehensive Compilation of Efforts", Vol 1, *Author House*, 2010 – (816 pages).

MENKENE Jean Koufan, « Le seul pays africain où le parti nationaliste indépendantiste a été, jusqu'ici, exclu de l'exercice du pouvoir politique », in *Le Cameroun : autopsie d'une exception plurielle en Afrique*, (FODOUOP Kengne, dir.), 2010. pp.299-331.

Carlson Anyangwe, "Betrayal of Too Trusting a People. The UN, the UK and the Trust Territory of the Southern Cameroons", *Oxford: African Books Collective*, 01.08.2009. (260 pages).

KONINGS PJJ., « Le "problème anglophone" au Cameroun dans les années 1990 », *Politique Africaine n°62*, 1996, (pp.25-35).

<http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/062025.pdf>

ENGUELEGUELE Maurice, POURTIER Roland, FROELICH Jean-Claude, « Cameroun », *Encyclopædia Universalis*, sd.

<http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/cameroun/>

Universalis.edu, « Cameroun, chronologie contemporaine », sd. <http://www.universalis-edu.com/chronologie/cameroun/>

Médias

ADICHIE Chimamanda Ngozi (romancière nigériane), "The Carnage of the Cameroons", *New York Times*, 15.09.2018.

<https://www.nytimes.com/2018/09/15/opinion/sunday/chimamanda-ngozi-adichie-cameroon.html>

Crux Now, "Cameroon bishops call for a stop to fighting so schools can resume", 02.09.2018.

<https://cruxnow.com/church-in-africa/2018/09/02/cameroon-bishops-call-for-a-stop-to-fighting-so-schools-can-resume/>

RFI, « Cameroun : un soldat torturé à mort en zone anglophone », 23.08.2018.

<http://www.rfi.fr/afrique/20180823-cameroun-soldat-torture-mort-zone-anglophone>

Le Monde, « Présidentielle au Cameroun : neuf candidats dont l'éternel Paul Biya », 07.08.2018.

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/08/07/presidentielle-au-cameroun-neuf-candidats-dont-l-eternel-paul-biya_5340184_3212.html

La Tribune Afrique, « Présidentielle au Cameroun : la liste des candidats raccourcie à neuf », 08.08.2018.

<https://afrique.latribune.fr/politique/2018-08-08/presidentielle-au-cameroun-la-liste-des-candidats-raccourcie-a-neuf-787241.html>

Cameroon Voice, « Cameroun - Crise anglophone : des gendarmes et un policier tués en régions anglophones », 06.08.2018.

<http://www.cameroonvoice.com/news/article-news-35086.html>

RFI, « Cameroun : 163 détenus s'évadent après l'attaque d'une prison en zone anglophone », 30.07.2018.

<http://www.rfi.fr/afrique/20180730-cameroun-163-detenus-s-evadent-apres-attaque-une-prison-zone-anglophone>

RFI, « Cameroun : un prêtre tué en zone anglophone », 22.07.2018.

<http://www.rfi.fr/afrique/20180722-cameroun-pretre-tue-zone-anglophone-buea-muyuka>

BENOIT Justine, « Cameroun, la population anglophone victime d'exactions », *La Croix*, 21.07.2018.

<https://www.la-croix.com/Monde/Afrique/Cameroun-population-anglophone-victime-dexactions-2018-07-20-1200956630>

AFP, « Cameroun : arrestation de 4 soldats impliqués dans l'exécution sommaire de 2 femmes et leurs enfants », *Africa News*, 19.07.2018.

<http://fr.africanews.com/2018/07/19/cameroun-arrestation-de-4-soldats-impliques-dans-l-execution-sommaire-de-2//>

RFI, « Le convoi du ministre de la Défense du Cameroun échappe à deux embuscades », 13.07.2018.

<http://www.rfi.fr/afrique/20180713-convoi-ministre-defense-cameroun-embuscades-Issa-Tchiroma-Bakary>

ADJOUDA Eric, « Cameroun-Crise anglophone : Les plans macabres des sécessionnistes », *237actu.com*, 06.07.2018.

<https://237actu.com/pid/4828>

RFI, « Cameroun anglophone : nouvelles violences et regain de tension à Bamenda », 24.06.2018.

<http://www.rfi.fr/afrique/20180624-cameroun-crise-anglophone-regain-tension-bamenda>

RFI, « Cameroun : deux militants du RDPC tués, le gouvernement accuse les séparatistes », 18.06.2018.

<http://www.rfi.fr/afrique/20180618-cameroun-militants-rdpc-gouvernement-separatistes-anglophones-accusations>

MACE Célian, « Au Cameroun, la sale guerre derrière la « crise anglophone » », *Libération*, 12.06.2018.

https://www.liberation.fr/planete/2018/06/12/au-cameroun-la-sale-guerre-derriere-la-crise-anglophone_1658321

Ouest France, « Cameroun. L'attaque d'un hôtel d'une région anglophone fait 32 morts », 29.05.2018.

<https://www.ouest-france.fr/monde/cameroun/cameroun-l-attaque-d-un-hotel-d-une-region-anglophone-fait-32-morts-5789683>

RFI, « Deux enlèvements dans des établissements scolaires au Cameroun anglophone », 29.05.2018.

<http://www.rfi.fr/afrique/20180529-enlevements-cameroun-anglophone-etablissements-secondaires>

Libération, « Les violences au Cameroun anglophone : une nouvelle guerre cachée ? », 24.05.2018.

https://www.liberation.fr/debats/2018/05/24/les-violences-au-cameroun-anglophone-une-nouvelle-guerre-cachee_1652161

RFI, « Cameroun : célébration de la Fête nationale de l'unité sur fond d'incidents », 20.05.2018.

<http://www.rfi.fr/afrique/20180520-cameroun-celebration-fete-nationale-unite-incidents-regions-anglophones>

AFP, « Au Cameroun anglophone, une "sale guerre" qui prend de l'ampleur », *Le Point*, 04.05.2018.

http://www.lepoint.fr/monde/au-cameroun-anglophone-une-sale-guerre-qui-prend-de-l-ampleur-04-05-2018-2215735_24.php

AFP, « Le convoi d'un gouverneur pris pour cible au Cameroun anglophone », *Le Monde* 23.04.2018.

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/04/23/le-convoi-d-un-gouverneur-pris-pour-cible-au-cameroun-anglophone_5289273_3212.html

RFI, «Cameroun : violents affrontements dans la zone anglophone », 22.04.2018.
<http://www.rfi.fr/afrique/20180422-cameroun-combats-affrontements-zone-anglophone-mines-menji-lebialem-eyumedjock>

RFI, « Cameroun : l'armée confirme l'enlèvement d'un magistrat en zone anglophone », 09.04.2018
<http://www.rfi.fr/afrique/20180409-cameroun-armee-confirme-enlevement-magistrat-zone-anglophone>

AFP, « Cameroun : sans surprise, le RDPC remporte largement les sénatoriales », *Jeune Afrique*, 06.04.2018.
<https://www.jeuneafrique.com/548901/politique/cameroun-sans-surprise-le-rdpc-remporte-largement-les-senatoriales/>

RFI, « Cameroun : des incidents armés ont émaillé les élections sénatoriales », 26.03.2018.
<http://www.rfi.fr/afrique/20180325-cameroun-incident-armes-elections-senatoriales>

AFP, « Au Cameroun anglophone, un Tunisien tué après son enlèvement par un groupe armé », *Le Monde*, 21.03.2018.
http://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/03/21/au-cameroun-anglophone-un-tunisien-tue-apres-son-enlevement-par-un-groupe-arme_5274183_3212.html

Journal du Cameroun, « Cameroun : nouveau weekend de violences en zone anglophone », 19.03.2018.
<https://www.journalducameroun.com/cameroun-nouveau-weekend-de-violences-zone-anglophone/>

NGA Armelle, « Cameroun : le président du conseil d'administration du GCE board enlevé dans le Sud-ouest », *Africa News*, 18.03.2018.
<http://fr.africanews.com/2018/03/18/cameroun-le-president-du-conseil-d-administration-du-gce-board-enleve-dans-le/>

RFI, « Cameroun anglophone : des dizaines de personnes dont un haut cadre local enlevées », 18.03.2018.
<http://www.rfi.fr/afrique/20180318-cameroun-attaque-enlevements-anglophone-haut-fonctionnaire-ministre>

NGOMA John Ndinga, « Crise anglophone au Cameroun : des morts lors des affrontements entre séparatistes et forces de sécurité », *Africa News*, 14.03.2018.
<http://fr.africanews.com/2018/03/14/crise-anglophone-au-cameroun-des-morts-lors-des-affrontements-entre/>

VOA Afrique, « Un gendarme tué dans le nord-ouest anglophone du Cameroun », 12.03.2018.
<https://www.voaafrrique.com/a/un-gendarme-tue-dans-le-nord-ouest-anglophone-du-cameroun/4294825.html>

RFI, « Cameroun anglophone : un groupe armé diffuse la vidéo d'un fonctionnaire enlevé », 11.03.2018.
<http://www.rfi.fr/afrique/20180311-cameroun-video-otage-adf-groupe-independantiste>

Cameroon-Infos, « Cameroun – Crise Anglophone : Un militaire tué à Batibo et un policier blessé à Akwaya », *Cam24*, 10.03.2018.
<https://camer24.de/cameroun-crise-anglophone-un-militaire-tue-a-batibo-et-un-policier-blesse-a-akwaya/>

AMOUGOU Jean-René Meva'a, « Ces milices qui font face à l'armée », *Journal Intégration*, 05.03.2018.

<https://journalintegration.com/crise-anglophone-milices-face-a-larmee/>

Jeune Afrique, « Cameroun : comprendre qui sont les gagnants et les perdants du remaniement en une infographie », 05.03.2018.

<http://www.jeuneafrique.com/539271/politique/cameroun-infographie-qui-gagne-et-qui-perd-apres-le-remaniement/>

BELL Tricia, « Cameroun : le gouvernement tente d'empêcher une nouvelle grève des enseignants », *Le360Afrique*, 03.03.2018.

<http://afrique.le360.ma/autres-pays/societe/2018/03/03/19478-cameroun-le-gouvernement-tente-dempecher-une-nouvelle-greve-des-enseignants-19478>

Jeune Afrique, « Cameroun : qui est Joshua Osih, le candidat du SDF pour la présidentielle », 27.02.2018.

<http://www.jeuneafrique.com/537158/politique/cameroun-qui-est-joshua-osih-le-candidat-du-sdf-pour-la-presidentielle/>

RFI, « Le congrès du SDF, favorable au fédéralisme, plombé par la crise anglophone », 25.02.2018.

<http://www.rfi.fr/afrique/20180225-congres-sdf-cameroun-crise-anglophone-congres-federalisme>

FOUTE Franck, « Crise anglophone : plusieurs factions sécessionnistes armées actives sur le terrain », *Journal du Cameroun*, 20.02.2018.

<https://www.journalducameroun.com/crise-anglophone-plusieurs-factions-secessionnistes-actives-terrain/>

AFP, « Au Cameroun anglophone, les séparatistes armés dans une logique de guérilla », *Jeune Afrique*, 17.02.2018.

<https://www.jeuneafrique.com/532575/politique/au-cameroun-anglophone-les-separatistes-armes-dans-une-logique-de-guerilla/>

RFI, « Cameroun : journée de violence dans l'ouest anglophone », 11.02.2018.

<http://www.rfi.fr/afrique/20180211-cameroun-journee-jeunesse-bamenda-anglophone-batibo>

Agence Anadolu, « Cameroun/crise anglophone : 30 éléments des forces de sécurité tués en quatre mois », 09.02.2018.

<https://www.aa.com.tr/fr/afrique/cameroun-crise-anglophone-30-%C3%A9l%C3%A9ments-des-forces-de-s%C3%A9curit%C3%A9-tu%C3%A9s-en-quatre-mois-/1058830>

Jeune Afrique, « Cameroun : interrogations autour de l'extradition des séparatistes arrêtés au Nigeria », 08.02.2018.

<https://www.jeuneafrique.com/527777/politique/cameroun-interrogations-autour-de-letradition-des-separatistes-arretes-au-nigeria/>

RFI, « Cameroun : regain de tension en zone anglophone », 04.02.2018.

<http://www.rfi.fr/afrique/20180204-cameroun-tension-anglophone-adf-scdf-icg-hans-marie-heungoup>

AFP, « Cameroun : opération des forces de sécurité camerounaises au Nigeria », *Jeune Afrique*, 31.01.2018.

<https://www.jeuneafrique.com/525808/politique/cameroun-operation-des-forces-de-securite-camerounaises-au-nigeria/>

KUNGNE Foute, « Crise anglophone au Cameroun : l'attaque d'un lycée crée la panique dans le Fako », *Jeune Afrique*, 16.01.2018.

<https://www.jeuneafrique.com/511441/politique/crise-anglophone-au-cameroun-lattaque-dun-lycee-cree-la-panique-dans-le-fako/>

NGANANG Patrice, "Cameroon: Speech, Rights, and Aging Autocracy", *Africa Focus*, 18.12.2017.

<https://allafrica.com/stories/201712180329.html>

AFP, « Cameroun anglophone : un quatrième militaire tué par de présumés sécessionnistes », *Jeune Afrique*, 11.11.2017.

<https://www.jeuneafrique.com/491841/politique/cameroun-anglophone-un-quatrieme-militaire-tue-par-de-presumes-secessionnistes/>

AFP, « Cameroun : deux autres gendarmes tués par de présumés sécessionnistes en zone anglophone », *Jeune Afrique*, 08.11.2017

<https://www.jeuneafrique.com/490798/politique/cameroun-deux-autres-gendarmes-tues-par-de-presumes-secessionnistes-en-zone-anglophone/>

OKWUOSA Ashley, "The diaspora groups in American suburbia backing a breakaway African nation", *Quartz Africa*, 07.11.2017

<https://qz.com/africa/1122225/camerouns-diaspora-back-breakaway-ambazonia-southern-camerouns-region/>

KWACHOU Monique, "Southern Cameroons Ambazonia Consortium United Front", *This is Africa*, 10.10.2017.

<https://thisisafrika.me/fr/tag/southern-camerouns-ambazonia-consortium-united-front/>

MBEMBE Achille, « Au Cameroun, le crépuscule d'une dictature à huis clos », *Le Monde*, 09.10.2017.

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/10/09/au-cameroun-le-crepuscule-d-une-dictature-a-huis-clos_5198501_3212.html

AFP, « Cameroun anglophone : l'Église dénonce la "barbarie" des forces de sécurité », *Jeune Afrique* 07.10.2017.

<https://www.jeuneafrique.com/481114/politique/cameroun-anglophone-leglise-denonce-la-barbarie-des-forces-de-securite/>

RICHARD Florence, « Cameroun anglophone : aux origines de la crise », *France 24*, 04.10.2017.

<https://www.france24.com/fr/20170518-cameroun-region-anglophone-paul-biya-manifestations-origine-crise>

AFP, « Le Cameroun anglophone, en ébullition, compte ses morts », *Le Monde*, 03.10.2017.

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/10/03/le-cameroun-anglophone-en-ebullition-compte-ses-morts_5195366_3212.html

Le Monde, « Cameroun : "Paul Biya doit être traduit devant la CPI pour crimes contre l'humanité" », 03.10.2017.

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/10/03/cameroun-paul-biya-doit-etre-traduit-devant-la-cour-penale-internationale-pour-crimes-contre-l-humanite_5195322_3212.html

AFP, « Cameroun anglophone : sept morts en marge de la proclamation symbolique d'indépendance », *Jeune Afrique*, 01.10.2017.

<https://www.jeuneafrique.com/479228/politique/cameroun-anglophone-sept-morts-en-marge-de-la-proclamation-symbolique-dindependance/>

KOUAGHEU Josiane, « A Bamenda et à Buéa, les anglophones rêvent désormais de bâtir leur "Ouest-Cameroun" », *Le Monde*, 26.09.2017.

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/09/26/a-bamenda-et-a-buea-les-anglophones-revent-desormais-de-batir-leur-ouest-cameroun_5191549_3212.html

KOUAGHEU Josiane, « Cameroun : "J'ai vécu l'enfer en prison, mais je continuerai à me battre pour mes frères anglophones" », *Le Monde*, 20.09.2017.

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/09/20/cameroun-j-ai-vecu-l-enfer-en-prison-mais-je-continuerai-a-me-battre-pour-mes-freres-anglophones_5188536_3212.html

KOUAGHEU Josiane, « Cameroun : à Bamenda, ville morte et rentrée « fantôme » pour les élèves », *Le Monde*, 04.09.2017.

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/09/04/cameroun-a-bamenda-ville-morte-et-rentree-fantome-pour-les-eleves_5180928_3212.html

BENSIMON Cyril, « Au Cameroun, Paul Biya emprisonne et libère à sa guise les contestataires anglophones », *Le Monde*, 01.09.2017.

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/09/01/au-cameroun-paul-biya-emprisonne-et-libere-a-sa-guise-les-contestataires-anglophones_5179446_3212.html

KOUAGHEU Josiane, « L'anglophone "BBC", un journaliste radio qui défie le gouvernement camerounais », *Le Monde*, 28.06.2017.

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/06/28/l-anglophone-bbc-le-journaliste-radio-qui-defie-le-gouvernement-camerounais_5152643_3212.html

BENSIMON Cyril, « Cameroun : "La réponse répressive de Yaoundé envers les anglophones est incompréhensible" », *Le Monde*, 20.06.2017.

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/06/20/cameroun-la-reponse-repressive-de-yaounde-envers-les-anglophones-est-incomprehensible_5148220_3212.html

BENSIMON Cyril, « Au Cameroun, la déchirure anglophone », *Le Monde*, 19.06.2017.

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/06/16/au-cameroun-la-dechirure-anglophone_5145582_3212.html

BBC Afrique, « Cameroun : retour de l'internet dans les régions anglophones », 21.04.2017.

<https://www.bbc.com/afrique/region-39663518>

BBC Afrique, « Cameroun : Un attentat déjoué à Mora », 04.04.2017.

<https://www.bbc.com/afrique/region-39488107>

Cameroon Journal, "Biya's Common Law Measures: Too Little Too Late", *Daily News*, 03.04.2017.

<https://dailynewscameroon.com/demo/editorial-biyas-common-law-measures-too-little-too-late-april-1-2017/>

Daily News, "Southern Cameroonians (Ambazonia) Groups Create United Front, Ban all CPDM Activities in the Territory", 15.03.2017.

<https://dailynewscameroon.com/breaking-news-southern-camerouns-ambazonia-groups-create-united-front-ban-all-cpdm-activities-in-the-territory-2/>

IVAHA Géraldine, « Crise Anglophone : le gouvernement interdit les activités du SCNC et du Consortium », *Cameroon Info*, 17.01.2017.

<http://www.cameroon-info.net/article/cameroun-crise-anglophone-le-gouvernement-interdit-les-activites-du-scnc-et-du-consortium-279474.html>

RFI, "Deux mouvements anglophones interdits au Cameroun", 17.01.2017.

<http://www.rfi.fr/afrique/20170117-cameroun-interdiction-mouvements-anglophones>

RFI, « Cameroun : les grèves et les négociations continuent en territoire anglophone », 26.11.2016.

<http://www.rfi.fr/afrique/20161126-cameroun-greves-negociation-continuent-territoire-anglophone-bamenda>

LARCHER Laurent, « Au Cameroun, la colère des anglophones », *La Croix*, 24.11.2016.

<https://www.la-croix.com/Monde/Afrique/Au-Cameroun-colere-anglophones-2016-11-24-1200805534>

NDANGUE Josiane Rose, « Déclaration d'Alice Sadio, présidente nationale de l'Alliances des Forces progressistes (AFP) », *Cameroon-Info*, 23.11.2016.

<http://www.cameroon-info.net/article/cameroun-greve-des-avocats-et-des-enseignants-voici-la-declaration-dalice-sadio-presidente-de-275724.html>

OLIVIER Mathieu, « Cameroun : à Bamenda, les anglophones se rebiffent », *Jeune Afrique*, 23.11.2016.

<https://www.jeuneafrique.com/376558/societe/cameroun-a-bamenda-anglophones-se-rebiffent/>

MBUNWE Chris, « Cameroon: SCNC Europe Holds Consultative Assembly », *The Post News Line*, 24.01.2008.

<https://allafrica.com/stories/200801240847.html>

MANYONG Peterkins, "Troops Storm SCNC Conference, Arrest Nfor Nfor, 40 Others", *The Post News Line*, 22.01.2007.

http://www.postnewsline.com/2007/01/troops_storm_sc.html

Entités partisans et religieuses

Ligue de la jeunesse du Cameroun méridional (SCYL), « About us », sd.

<http://www.southerncameroonsyouthleague.org/about-us/>

Bamenda Provincial Episcopal Conference [BAPEC], « Memorandum, 22.12.2016.

<https://mission-universelle.catholique.fr/wp-content/uploads/sites/7/2017/01/BAMENDA-PROVINCIAL-EPISCOPAL-CONFERENCE.pdf>

Vidéos

France 24, « Cameroun anglophone : plus de 200 personnes ont fui les violences », 18.04.2018

<https://www.youtube.com/watch?v=JbsL2Oxg5jM>

France24, « Cameroun anglophone : 5 questions pour comprendre la crise », 04.10.2017.

<https://www.youtube.com/watch?v=mbGbaYmV91o>

AMOKO Marcel, « Cameroun : interdiction de se déplacer et couvre-feu dans les régions anglophones », *France24*, 30.09.2017.

<https://www.france24.com/fr/20170930-cameroun-interdiction-deplacer-couvre-feu-regions-anglophones-independantistes>